

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX: 0,60 NF

N° 121 - 3 NOVEMBRE 1962

Les candidats du PSU aux élections

législatives du 18 novembre

(Liste complète en page 4)

Les leçons du référendum

(Pages 6 et 7)

■ Le PSU
a exposé son
programme
à la Mutualité.
(Page 2)

Le nouveau livre
de P. Mendès-France

“LA RÉPUBLIQUE
MODERNE”

(Page 5)

■ Les aléas
d'une majorité.
(Page 3)

■ Le duel
STRAUSS-
DER SPIEGEL.
(Page 9)

■ Cinéma :
“ Electre ”.
(Page 11)

EXCLUSIF

Lire en page 12
l'article de
Claude
BOURDET

A NOUS DE DÉFENDRE CUBA

**KROUTCHEV
ET CASTRO**



(A.D.P.)

Les effusions se-
ront-elles contagieu-
ses ?

Après quelques
jours d'intense émo-
tion, l'alerte de la
mer des Caraïbes
s'est brusquement
apaisée par un coup
de théâtre :
Kroutchev a fait
savoir à Kennedy, le
28 octobre, qu'il
acceptait de déman-
teler sans attendre
les bases de Cuba.

Souhaitons que cet
apaisement soudain
soit le début d'une
détente dans les rap-
ports Est-Ouest.

Elysées-moi

NOUS nous excusons auprès de Henri Tisot d'avoir reproduit dans notre numéro 120 une partie de la déclaration que lui prêtait frauduleusement « France-Référendum ». Cette feuille publicitaire lui faisait dire : oui. Le célèbre comédien a renoncé à son projet de la faire saisir par la justice, parce qu'il ne désirait pas apparaître ainsi comme un partisan du non. Henri Tisot voudrait-il par hasard se maintenir au pouvoir ? Il ne dit ni oui, ni non. Il paraît supplier : — Elysées-moi.

La peur des inconnus

MARDI 5 octobre, rue de la Goutte-d'Or, une voiture noire a patrouillé pendant la nuit. Quatre hommes à bord. Les voitures qui s'arrêtaient ont été fouillées, puis prises en chasse jusque sur le boulevard Ornano, si elles essayaient d'éviter les inconnus. Le lendemain, une voiture, à la même heure, arrêtait également les voitures, rares dans le quartier. Quatre hommes en descendaient, dont l'un brandissait un revolver. Pendant que dans un autre quartier, la même scène se reproduisait, mais cette fois, avec le concours d'un chien de combat. On sait que le 18^e arrondissement possède la circonscription choisie par M. Sanguinetti, candidat député, chargé de mission au ministère de l'Intérieur. Nous tenons à l'avertir de ces faits de manière à ce que, le cas échéant, les militants U.N.R. qui collaient des affiches à des heures indues sur le territoire de l'arrondissement ne voient pas leurs véhicules arraisonnés par ces in-

nus, dont il reviendra, en tout état de cause, aux services de la police d'établir l'identité. Ne serait-ce que pour rassurer la population.

Le lion devenu vieux

LE prix Nobel vient d'être décerné à l'écrivain américain John Steinbeck. Trois livres, *En un combat douteux*, *Les Raisins de la colère*, *Des souris et des hommes*, lui valurent une réputation mondiale. Dans ces fresques sociales, Steinbeck nous parlait de grévistes, de fermiers ruinés en lutte contre l'oppression du capital. On était en droit de penser qu'il était le romancier des miséreux, des vagabonds qui subissent la défaite, les poings serrés, la mâchoire crispée, prêts à reprendre le combat. Mais il est arrivé à Steinbeck la même aventure qu'à Faulkner. A force de parler de l'Amérique, de ses routes, de ses paysages, des secousses gigantesques qui l'animaient, il en est tombé amoureux. De la révolte, il a glissé vers la sympathie amusée, complice. Comme Faulkner, Steinbeck depuis vingt ans n'a produit que des comédies de mœurs. *Les Naufragés de l'autocar*, *Rue de la Sardine* ont des ambitions de fresque sociale, mais les personnages, Américains moyens, millionnaires ou vagabonds, se sont tous transformés en « braves gens ». Interrogé ces jours-ci sur le blocus de Cuba, il répondit : « Je suis bien loin d'être une autorité dans ce domaine, mais je ne crois pas à la guerre. » Cette fausse modestie, sur fond de chauvinisme égoïste, cache mal la lâcheté de l'auteur. Le lion devenu vieux perdit toutes ses dents. On n'attendait que cela pour lui donner le prix Nobel.

L'informe

M. Jean Cazenave, dans la feuille de l'U.D.T., « Notre République », déclare, en substance, que la T.V. ne s'adressera pas à un public informe et prêt à recevoir passivement tout ce qu'on vient lui inculquer. Le message télévisé ne transforme l'opinion que s'il est retenu par les individus les plus représentatifs et les plus avertis : les leaders d'opinion. Les leaders s'ignorent eux-mêmes. Ils répercutent autour d'eux le message. Et les leaders ne sont pas forcément des notables. Aussi il n'est pas scientifique d'invoquer la faiblesse naturelle d'une opinion inorganisée, puisque le peuple, sans députer des intermédiaires, peut exprimer sa volonté par l'intermédiaire de ses leaders d'opinion. Le peuple n'est pas informe, mais informé, conclut triomphalement M. Cazenave qui vient d'entrevoir ce qu'est l'information : la bonne nouvelle élyséenne répandue par des « leaders d'opinion » assis devant leur T.V. Le succès du Oui, en somme, dépendait du nombre de « maîtresses-de-maison-locomotives » qui se trouvaient disponibles à la veille du référendum. Alors, où étaient-elles, cette fois-ci ?

Hardi, petit

M. MAURIAC écrit dans « Notre République » : — C'est le combat d'aujourd'hui. Et je le dis hardiment à mes frères chrétiens, c'est un combat qu'ils peuvent mener aux côtés de de Gaulle. Parce qu'il est possible de considérer « l'œuvre de Charles de Gaulle dans l'admirable lumière qui émane de Rome en ce moment ». « Ces choses sont liées et, si le peuple répond oui à de Gaulle, 1962 aura été dans le temps, mais pour l'éternité, un an de grâce. » Du coup, Jean XXIII et Charles de Gaulle auront été chacun sur son plan, et chacun dans son ordre, les bons ouvriers du père de famille. Pourquoi M. Mauriac aime-t-il tout confondre ? Il devrait laisser au concile œcuménique toute l'importance que nous lui reconnaissons.

Caisse à oui

LES vieux partis, dans une coalition monstrueuse avec les communistes et l'O.A.S., veulent se débarrasser de de Gaulle pour revenir aux combinaisons de la IV^e République. De Gaulle a terminé la guerre d'Algérie. Il a rempli les caisses. « Ils » veulent chasser de Gaulle : vous empêchez cela ! Il en a le pouvoir, il en a le droit... Il en a le devoir ! » Ainsi parle l'U.N.R. sur les murs : de Gaulle a rempli les caisses... « Vous mettez dans l'urne un gros oui pour moi, mes bons bourgeois. Autrement les vieux partis vont venir me prendre pour me mettre à la porte. Alors que j'ai le pouvoir de les en empêcher, donc le droit, donc le devoir de le faire effectivement, sinon ils vont prendre le pouvoir et vider les caisses où j'avais mis tout mon argent. » La grandeur du Trianon a disparu. Il ne reste plus que le ton vulgaire d'un bourgeois gentilhomme.

Devant 2.500 personnes

le PSU a exposé son programme



(Elie KAGAN)

PLUS de 2.500 personnes ont assisté au meeting de la Mutualité qui clôturait la campagne du référendum dans la région parisienne. Public jeune, vibrant d'enthousiasme, qui a acclamé des mots d'ordre tels que : « Que de Gaulle parte le plus vite possible - Bas les pattes sur Cuba - A bas la monarchie gaulliste - Vive la République socialiste française ». A la tribune, à côté des orateurs : Verdier, Martinet, Popere, Bourdieu et

Depreux, avaient pris place les camarades candidats aux élections et leurs suppléants. Leur présentation par E. Depreux a soulevé l'enthousiasme des assistants. Cette manifestation laisse bien augurer de la campagne électorale et montre que le P.S.U. renforce sans cesse son audience dans la région parisienne. C'est un précieux réconfort pour les militants qui vont se dépenser sans compter au cours des prochaines semaines dans une bataille difficile.

Candide devant la mort

TOUS les hommes sont mortels », a dit M. Paul Reynaud. Aussitôt M. Frossard déclare dans « Candide » : — Alors, est-ce avec des hommes tels que lui que nous pouvons sérieusement préparer notre avenir ? Parce que M. Paul Reynaud a dit que les hommes étaient mortels ? Alors, devait-il dire que les hommes étaient immortels ? « Les cimetières sont pleins d'hommes irremplaçables », a dit M. Monnerville, dans le Lot. Le mot « cimetière » arrête encore M. Frossard. Hélas ! oui M. Frossard, les hommes sont remplaçables : songez à la vessie qui se remplit, au foie qui enflé, au cœur qui, soudain, comme le métro, fait la grève. Et ça, on peut le dire : pratiquement depuis le début de l'Histoire.

L'école-caserne ou la France caserne ?

IL nous faut revenir ici sur l'un des échos parus dans le numéro 119. Des questions concernant le civisme et le régime politique de la France ont bien été présentées à diverses classes d'élèves maîtres de l'Ecole normale en question ; mais dans le cadre des programmes d'éducation civique. Elles constituaient une introduction aux entretiens et aux enquêtes prévus pour le deuxième cycle de l'enseignement du second degré et visaient à faire apparaître les notions acquises en instruction civique dans le cycle précédent, comme aussi

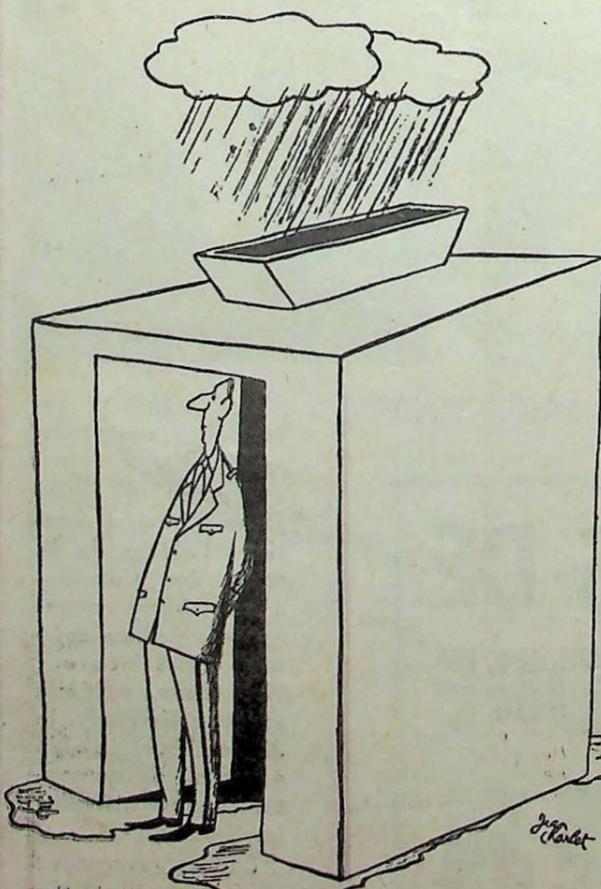
les lacunes et les confusions (le professeur avait, à cette occasion, distingué nettement connaissance et opinion). La formulation des questions, différentes de celles qui nous avaient été indiquées, les situait précisément sur un plan éducatif et pédagogique... En nous excusant auprès de l'universitaire concerné, nous devons regretter les difficultés de plus en plus grandes rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur fonction. Le seul fait que des élèves maîtres aient ressenti ces cours ainsi que nous l'indiquions, suffit à indiquer l'altération des rapports.

Le billet de Jean Binot

REVUE DE DÉTAIL

LE Général ayant passé à Mourmelon et autres lieux les troupes en revue, M. Pompidou, qui est quelque chose comme le tampon du Général, a passé, lui, les adjectifs en revue. Se souvenant qu'il est agrégé des lettres, il a déclaré à l'aube du 29 octobre que médiocre et aléatoire n'étaient plus des adjectifs d'actualité : arrêts de rigueur pour ces deux-là. Soit. Qu'il nous permette de lui rappeler toutefois qu'en d'autres temps non moins référendaires, c'étaient le franc et le massif qui réclamaient pour lui l'organisateur de la compétition. Il se trouve que le franc et le massif ne sont pas davantage — ne sont plus — d'actualité. Ceci explique peut-être cela ? En somme, du franc massif on ne va pas directement au médiocre et aléatoire, on s'arrête au contre-plaqué... A l'œil et dans son neuf ça se remarque à peine, mais à peine s'en sert-on que ça s'use à vue d'œil. On en reparlera dans trois semaines.

LE DESSIN DE JEAN CHARLET



Avant les législatives : « Décidément, cette maison n'est pas confortable. »

LES ALÉAS D'UNE MAJORITÉ

LE général de Gaulle a l'art d'aboutir à des résultats contraires à ceux qu'il annonce et fait espérer. Il a pris le pouvoir en proclamant aux partisans de « l'Algérie française » qu'il les avait compris et en leur laissant entendre qu'il était rallié à leurs conceptions. Puis, se laissant pousser par les événements, il en est arrivé, après quatre ans d'atermoiements, à négocier avec le G.P.R.A. et à accepter l'indépendance de l'Algérie.

Il a souvent proclamé qu'une de ses missions était de clarifier et d'assainir la vie politique française. Avec le dernier référendum, il vient, tout au contraire, de faire surgir une situation fort confuse et chargée d'incertitudes pour un très proche avenir.

Le général de Gaulle et son régime, dit la propagande officielle, sont sortis vainqueurs de l'épreuve. Oui, sans doute, s'il s'agit de constater simplement que le projet de révision a obtenu la majorité par rapport au nombre des votants.

Mais, justement, s'agissait-il seulement de cela dans cette consultation ? On sait bien que non, même dans l'esprit de celui qui en avait pris l'initiative. Le référendum du 28 octobre, plus encore que les précé-

dents, était en fait un plébiscite. C'est à cet égard qu'il faut apprécier les résultats de dimanche dernier.

Or, la première constatation qui s'impose, c'est la diminution considérable du nombre des oui par rapport à septembre 1958 et janvier 1961. Quatorze départements, de grandes villes comme Marseille et Toulouse ont eu une majorité absolue de non. Quand un régime bâti essentiellement sur le prestige personnel voit baisser ses suffrages dans de telles proportions, cela constitue pour lui un coup très rude. Le scrutin de dimanche dernier signifie que de Gaulle, bien qu'il ait eu la majorité, ne peut pas se permettre de tenter n'importe quelle épreuve de force. S'il voulait le faire, malgré cet avertissement, il se heurterait à une résistance à coup sûr beaucoup plus forte.

Il reste d'ailleurs à savoir devant quelle situation parlementaire de Gaulle se trouvera au lendemain des élections législatives.

S'il ne dispose pas, comme il est probable, d'une masse « d'inconditionnels » majoritaire ou presque, comment pourra-t-il s'y prendre pour constituer un gouvernement en mesure d'obtenir à la fois

sa confiance et celle de l'Assemblée Nationale ? Le conflit ouvert avec le vote de la motion de censure et le renversement du cabinet Pompidou se prolongera, car le succès des oui n'a pas été d'une telle ampleur pour qu'on puisse le considérer comme réglé dans les conditions souhaitées par de Gaulle.

C'est dire l'importance de la deuxième bataille, celle des élections législatives. Il est très net que, dimanche dernier, le corps électoral de droite a, en grande majorité, voté oui. Les leaders indépendants n'ont pas été suivis. C'est une nouvelle faiblesse pour le « cartel des non » de Mollet à Paul Reynaud. Cette alliance est d'ailleurs soumise à rude épreuve dans les circonscriptions électorales : il s'en faut de beaucoup que les accords passés entre directions des partis soient partout respectés.

Il nous appartient de tirer le meilleur parti de cette situation pour faire apparaître que seule la coalition de la gauche, telle que nous l'avons conçue, peut constituer une véritable opposition au régime gaulliste et poursuivre résolument la bataille contre lui.

Robert Verdier

Enfin une victoire due à l'U.N.R.

C'EST à la R.T.F. qu'on enregistre ce bulletin de victoire.

Grâce à la stupide et odieuse politique de l'U.N.R., utilisant abusivement micros et caméras de la R.T.F. pour la propagande gouvernementale (1), la division syndicaliste s'est estompée pour permettre la création d'un front syndical englobant la quasi-totalité des organisations professionnelles décidées à s'opposer coude à coude aux excès du pouvoir.

La réunion d'information qui s'est tenue la semaine dernière a confirmé, publiquement, l'accord des dix syndicats représentatifs de l'ensemble des personnels techniques, administratifs et journalistes de l'établissement (2).

Au-delà de la simple — et légitime — défense de la dignité du journaliste (c'est par là que tout a commencé au soir des nénuphars) — au-delà du problème du libre droit de l'action syndicale, c'est la question du statut de l'établissement R.T.F.

(1) Voir Tribune Socialiste n° 120, du 27-10-62.

(2) Rappelons que le Front intersyndical groupe : le Syndicat des Journalistes de Radio et de Télévision (S.J.R.), les Journalistes F.O., C.F.T.C., le Syndicat national des Journalistes, les Syndicats des personnels techniques, administratifs et artistiques : S.N.R.T. (C.G.T.), Autonome, Syndicat libre C.F.T.C., la Fédération syndicale unifiée (S.U.T.-S.U.A.-S.U.P.A.).

qui est posée, et pratiquement admise par tous les travailleurs organisés.

Certaines déclarations semblent encore hésitantes quant aux formes d'action. Les pressions constantes — qui, honnêtement, existaient avant 1958, la IV^e République ne s'étant guère gênée de considérer la radio d'Etat comme un instrument gouvernemental — ont amplement démontré qu'il serait vain de croire que le pouvoir (quel qu'il soit) renoncerait à utiliser ce formidable et efficace moyen moderne du viol des consciences.

C'est pourquoi la lutte actuelle est une bataille « politique », n'en déplaise à ceux qui limitent leur opposition à la seule volonté de « n'être pas politisés ». Ça n'est plus suffisant. Ce sont les structures et les hommes qui sont à changer.

La liberté d'expression, le respect de l'individu, la liberté syndicale, le droit à l'information objective sont des thèmes « politiques » qui n'appartiennent à aucune « formation politique en propre ». La campagne systématique de dépolitisation — depuis 1958 — a conduit beaucoup de citoyens à confondre l'option politique et l'action des « partis » qui, nous en convenons, prête souvent à discussion.

Mais il peut y avoir, et nous le constatons aujourd'hui, des formations syndicales et politiques qui conviennent de mettre un frein à leurs rivalités pour défendre des options communes. Certes, on ne peut

oublier facilement que certaines personnalités s'opposent, aujourd'hui, à ce qu'elles défendaient — ou préconisaient — il y a quelques années ; le fait de s'être trompé longtemps donne peu de droit pour se poser ensuite en juge sévère... et donner des conseils.

Cependant, il y a aujourd'hui des hommes nouveaux et dynamiques qui ont eu la qualité d'être clairvoyants. C'est à eux qu'il convient de faire confiance. Cela n'élimine pas « les anciens », mais le langage est différent.

La lutte de ce jour est décisive pour l'avenir de la R.T.F. Le pouvoir de la V^e République a réussi à regrouper ceux qui, hier, étaient encore divisés. Nous qui avons, ici-même, regretté ces divisions, nous n'hésitons pas à dire notre contentement de ce regroupement enfin réalisé devant le danger menaçant.

Puisse cette victoire sur eux-mêmes convaincre les travailleurs de la R.T.F. — et d'ailleurs — que les combats unis d'aujourd'hui sont des victoires pour demain, à condition que le Front commun devienne une union profonde pour une véritable démocratie.

Oui, les camarades du P.S.U., qui œuvrent dans les différents syndicats pour un Front socialiste, font un bon travail.

Mais avouez les maladrances et la brutalité des augures de la V^e Répu-

blique gaullienne ont bien servi la réconciliation des travailleurs.

A demain la véritable Radio de la Nation française dans une République digne de ce nom.

Bertrand Renaudot.

Souscription électorale

Le P.S.U. est riche de dévouement, de foi, d'ardeur combative.

Il est matériellement pauvre.

Il a besoin de ses amis, de ses militants pour mener une rude bataille contre le pouvoir personnel et tous les conservateurs avoués ou honteux.

Répondez à notre appel. Envoyez votre obole à Maurice Klein, 37, rue de Trévise, Paris-9^e (C.C.P. 44-35-35 Paris).

Répandez partout des listes de souscription. Faites des collectes. Ne perdez pas de temps. Donnez-nous les munitions qui nous sont indispensables.

Merci à tous.

Edouard DEPREUX,
Secrétaire national du P.S.U.

Maurice KLEIN,
Trésorier national du P.S.U.

Liste des candidats présentés par le PSU

Province

BASSES-ALPES. — 1^{re} circonscription (Digne) : Guy REYMOND, conseiller général de Château-Arnoux.

HAUTES-ALPES. — 1^{re} circonscription (Gap) : Etienne MOREL.

ARDENNES. — 2^e circonscription (Charleville-Rocroi) : Andrée VIE-NOT, maire de Rocroi, conseiller général. — 3^e circonscription (Sedan-Vouziers) : Guy DESSON, conseiller général, ancien député.

ARIEGE. — 2^e circonscription (St-Girons) : Harris PUISAIS.

AUDE. — 1^{re} circonscription (Carcassonne) : André MELLIET. — 2^e circonscription (Narbonne) : Aimé HUC, conseiller général.

CHARENTE-MARITIME. — 4^e circonscription (Saintes-Jonzac) : Jacques DESMOULINS. — 5^e circonscription (Royan) : Dr BOUCHER.

CORREZE. — 2^e circonscription (Brive) : Jean LABRUNIE, conseiller général.

COTES-DU-NORD. — 1^{re} circonscription (Saint-Brieuc) : Antoine MAZIER, conseiller général, maire de Saint-Brieuc, ancien député. — 3^e circonscription (Loudéac) : A. PERRAULT, conseiller municipal de Loudéac. — 4^e circonscription (Guingamp) : P. SERANDOUR, adjoint au maire de Plussulien, ancien député. — 5^e circonscription (Lannion) : M. LE GUYADER, conseiller général.

CREUSE. — 1^{re} circonscription (Guéret) : Dr MONTEILLER, conseiller général de Chatelus-Malvaleix. — 2^e circonscription (Aubusson) : Dr Pierre FERRAND, conseiller, canton de Royère.

EURE. — 1^{re} circonscription (Evreux) : Pierre MENDES FRANCE, ancien président du Conseil. — 2^e circonscription (Pont-Audemer) : RICHER Philippe. — 3^e circonscription (Louviers) : Jean BINOT, ancien député.

EURE-ET-LOIR. — 1^{re} circonscription (Chartres) : FOUCART, maire de Mainvilliers.

FINISTERE. — 2^e circonscription (Brest) : Paul TREMINTIN. — 4^e circonscription (Morlaix) : TANGUY-PRIGENT, ancien ministre. — 1^{re} circonscription (Quimper-Pont-l'Abbé) : LE DILOS-QUER Alain.

GARD. — 2^e circonscription (Beaucaire-Uzès) : Rob. GOURDON, conseiller général, ancien député. — 3^e cir-

conscription (Alès-La Grand'Combe) : Dr MEYNARD.

HAUTE-GARONNE. — 1^{re} circonscription (Toulouse-Nord) : René GOUYON. — 2^e circonscription (Toulouse-Centre) : Raymond BADIOU, ancien maire de Toulouse. — 3^e circonscription (Toulouse-Sud) : Alexandre MONTARIOL. — 4^e circonscription (Toulouse-Ouest) : Achille AUBAN, ancien député.

GIRONDE. — 6^e circonscription (Mérignac) : Professeur WEILL. — 9^e circonscription (Libourne) : Maurice CARMONA.

ILLE-ET-VILAINE. — 1^{re} circonscription (Rennes-Nord) : Professeur FOULON.

INDRE-ET-LOIRE. — 3^e circonscription (Loches-Amboise) : Dr LE GARREC.

ISERE. — 2^e circonscription (Grenoble) : Louis ABRIC. — 4^e circonscription (Voiron-Saint-Marcellin) : Armand MANTE.

JURA. — 1^{re} circonscription (Lons-le-Saunier) : Jean PETIARD.

LOIR-ET-CHER. — 1^{re} circonscription (Blois) : Dr RENAUDIN.

LOIRE. — 1^{re} circonscription (Saint-Etienne-Nord) : Marc COSTE. — 3^e circonscription (Saint-Chamond) : Dr Guy PAYRE. — 4^e circonscription (Firminy) : Dr René MELLAND. — 5^e circonscription (Roanne) : Eugène CANCEL.

LOIRE-ATLANTIQUE. — 1^{re} circonscription (Nantes) : Jacques DULAC. — 6^e circonscription (Saint-Nazaire) : M^{re} René CHATAL.

MANCHE. — 5^e circonscription (Cherbourg) : Jean-Pierre BIONDI.

MARNE. — 3^e circonscription (Châlons) : Henri HUMBLOT.

MEURTHE-ET-MOSELLE. — 2^e circonscription (Nancy-Ouest) : Gérard ROUFFETEAU.

MOSELLE. — 3^e circonscription (Hayange) : Marcel GREGOIRE.

NORD. — 1^{re} circonscription (Lille-Centre et Ouest) : Armand LEBLEU. — 12^e circonscription (Bourbourg) : Yvan GINIOUX.

PAS-DE-CALAIS. — 7^e circonscription (Calais) : PICKAERT Lucien.

PUY-DE-DOME. — 1^{re} circonscription (Clermont-Est et Sud) : Georges SERVENT. — 3^e circonscription (Issoire) : Raymond GUILLANEUF. — 5^e circonscription (Riom) : René BOUSCAYROL.

PYRENEES-ORIENTALES. — 1^{re} circonscription (Perpignan-Est-Céret) : Jean RIBALTA.

HAUT-RHIN. — 3^e circonscription (Altkirch-Thann) : Fernand BOURGER, adjoint au maire de Thann.

RHONE. — 7^e circonscription (Oullins-Saint-Genis-Laval) : Raoul CHAMARIE. — 9^e circonscription (Tarare) : Roger CHEVALIER.

HAUTE-SAONE. — 2^e circonscription (Lure) : Alphonse PHEULPIN, maire de Romchamps.

SAONE-ET-LOIRE. — 4^e circonscription (Montceau-les-Mines) : Henri MEZIERE, premier adjoint au maire de Montceau-les-Mines.

SARTHE. — 2^e circonscription (Le Mans III-St-Calais) : Emile BOURNEUF.

SEINE-MARITIME. — 1^{re} circonscription (Rouen II, IV, V-Darnetal) : Michel BEREGOVY. — 3^e circonscription (Rouen I, III, VI-Sotteville) : MASSE-LEGRAND, adjoint au maire de Sotteville. — 5^e circonscription (Fécamp) : Pierre ROUSSEL.

SENE-ET-MARNE. — 1^{re} circonscription (Melun) : Jacques ROYNETTE. — 2^e circonscription (Chelles-Lagny) : Marcel PAGENEL.

SOMME. — 2^e circonscription (Montdidier) : Jean CLEUET.

TARN-ET-GARONNE. — 2^e circonscription (Castelsarrasin) : Serge MALLET.

VAR. — 4^e circonscription (Toulon-La Seyne) : André JANIN.

VOSGES. — Rémiremont : PIERREL Jacques, professeur.

YONNE. — 1^{re} circonscription (Auxerre) : M^{re} Gérard BLOCH. — 3^e circonscription (Sens) : André PONCHEL.

TERRITOIRE DE BELFORT. — 1^{re} circonscription (Belfort) : Pierre DREYFUS-SCHMIDT, maire de Belfort. — 2^e circonscription (Delle) : Georges NETTER.

Seine-et-Oise

ARGENTEUIL. — 1^{re} circonscription : René POUPARDIN.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. — 3^e circonscription : Lucien WEITZ.

VERSAILLES-OUEST. — 4^e circonscription : Roland FLORIAN.

VERSAILLES-NORD. — 5^e circonscription : Pierre BEREGOVY.

VERSAILLES-SUD. — 6^e circonscription : Michel PERCAUD.

MEULAN. — 7^e circonscription : Brigitte GROS.

TAVERNY. — 12^e circonscription : Jean ROGER.

BOISSY-SAINT-LEGER. — 16^e circonscription : Michel CATONNE.

Région parisienne

Nous avons déjà publié, la semaine dernière, une première liste de candidats présentés par le P.S.U. dans la Seine.

Nous y ajoutons les candidatures suivantes :

PARIS. — 8^e circonscription (10^e arrondissement) : Maurice COMBES.

PARIS. — 11^e circonscription (12^e arrondissement : Bel-Air-Picpus) : Jean POPEREN.

PARIS. — 16^e circonscription (14^e arrondissement : Plaisance) : André CALVEZ.

BANLIEUE. — 43^e circonscription (Bondy, Noisy-le-Sec, Pavillons-sous-Bois, Romainville, Villemomble) : Marcel DEBARGE.

Rectificatif

Par suite d'une malencontreuse erreur, un passage de l'article de J.-M. Vincent sur le programme (« T. S. n° 120 ») a sauté. Au lieu de lire : « M. Vayron, de l'O.A.S. », il fallait lire : « M. Vayron, qui a eu des faiblesses pour les partisans de l'O.A.S. ».

COLLECTION L'ECOLE DU MILITANT

Vient de paraître :

Problème d'implantation.
De la même collection :
L'Organisation et l'activité de la section.
L'exemplaire : 1 NF.
Paiement à la commande : C.C.P.
« Tribune Socialiste » 5826-65 Paris.

A propos des élections législatives

Un échange de lettres avec le CNAL

A l'occasion des élections législatives, le Comité national d'action laïque (C.N.A.L.) s'est adressé à notre parti, comme à tous ceux qui s'étaient associés à la campagne de défense de l'école laïque. Il nous a paru utile de reproduire ici sa lettre, ainsi que la réponse faite, au nom du bureau national du P.S.U. par Edouard Depreux.

Lettre du CNAL

Monsieur le secrétaire général et cher ami,

Le Comité National d'Action Laïque et le Parti Socialiste Unifié ont mené ensemble un combat déjà long pour la défense de l'enseignement public et la restauration de la laïcité de l'école et de l'Etat.

Ensemble, ils ont, le 19 juin 1960, avec les délégués des 10.813.697 Français et Françaises, ayant signé la protestation solennelle contre la loi scolaire de division du 31 décembre 1959, fait le serment de lutter sans trêve et sans défaillance jusqu'à ce que « l'effort scolaire de la République soit uniquement réservé à l'école de la Nation, espoir de notre jeunesse ».

Ensemble, ils ont affirmé, le 11 février 1962, « que le rétablissement complet de la laïcité de l'école et de l'Etat doit être un des éléments essentiels du programme des partis et groupements qui se préoccupent actuellement de défendre et de restaurer la démocratie dans ce pays », et se sont engagés à continuer de lutter :

« — pour l'abrogation de la loi du 31 décembre 1959 et de toute législation antilaïque ;

« — pour la mise à la disposition de l'Université des crédits correspondants à ses besoins ;

« — pour l'expansion, la démocratisation et la nationalisation de l'enseignement, seule politique scolaire conforme aux exigences de notre temps et aux intérêts de la jeunesse. »

Ensemble, enfin, ils viennent de mener à travers tout le pays une quinzaine de protestation et d'action qui a fait ressortir avec une évidence aveuglante le caractère catastrophique de la dernière rentrée scolaire et la nécessité d'obtenir un budget de l'Education nationale qui assure l'avenir de la jeunesse, c'est-à-dire celui du pays.

En effet, des dizaines de milliers d'enfants et d'adolescents, qui se pressaient aux portes des établissements d'enseignement public et qui avaient fait la preuve de leur aptitude à en suivre les cours, n'ont pu être accueillis.

Ceux qui ont eu la chance de l'être ont trouvé trop souvent des classes surchargées, des locaux exigus, des

chaires sans professeurs ou des maîtres suppléants dont la bonne volonté ne suffit pas toujours.

Souvent aussi des enfants ont été obligés d'entrer dans tel établissement plutôt que dans tel autre qui aurait pourtant mieux convenu à leurs aptitudes ; et de cette contrainte, qui exclut toute véritable orientation, dépendra leur avenir.

Enfin, il y a surtout le scandale de tant d'adolescents qu'aucun établissement public n'a pu accueillir et qui seront condamnés, contre leur volonté et contre l'intérêt du pays, à une activité professionnelle prématurée ou au danger de la rue.

Cette insuffisance monstrueuse des moyens donnés à l'enseignement public au moment même où le pouvoir subventionne largement une école privée concurrente et partisane, risque de s'aggraver encore et de compromettre irrémédiablement les chances de toute une génération si un changement complet de politique n'intervient pas rapidement dans ce domaine.

Ainsi, le Comité National d'Action Laïque a-t-il pu, avec le concours de toutes les organisations qui l'appuient avec la participation de tous les laïques, se consacrer à la défense de la laïcité et à la promotion de l'enseignement public. Il espère qu'ensemble nous pourrions continuer ce combat démocratique.

C'est pourquoi nous serions heureux que vous puissiez nous confirmer que vous avez inclus dans le programme que vous soumettez aux électrices et aux électeurs à l'occasion des pro-

chaines élections législatives, les engagements généraux que nous avons pris en commun, notamment lors du Serment de Vincennes du 19 juin 1960 et du Rassemblement national du 11 février 1962.

Dans cet espoir, nous vous prions d'agréer, Monsieur le secrétaire général et cher ami, l'expression de nos sentiments laïques et républicains.

Pierre DESVALOIS.

Réponse du PSU

Monsieur le Président et cher ami,

Je vous remercie de votre lettre du 23 octobre.

Il va sans dire que le programme soumis par le P.S.U. aux électrices et aux électrices à l'occasion des prochaines élections législatives inclut « les engagements généraux que nous avons pris en commun, notamment lors du Serment de Vincennes du 19 juin 1960 et du Rassemblement national du 11 février 1962 ».

Nous serions particulièrement heureux que le C.N.A.L. pose la même question aux candidats dans toutes les circonscriptions et fasse connaître leurs réponses aux électrices et aux électeurs.

Croyez, mon cher Président et ami, à mes meilleurs sentiments.

Edouard Depreux.

Histoire d'un Oui

L'AURORE (André Guérin). — « De Gaulle n'a pas obtenu l'approbation massive qu'il souhaitait. »
 « L'appel au peuple est un procédé séduisant, mais il arrive qu'au lieu d'éclairer, il crée la confusion. On n'y recourra probablement pas de sitôt, telle est aussi une des conséquences de cette journée. »

COMBAT (Jean-Claude Vajou). — « Réponse réservée du pays à de Gaulle. »

« Si l'on veut bien admettre que pour gagner, de Gaulle devait triompher, on doit constater qu'il a perdu. »

LE FIGARO (Pierre Brisson). — « A une heure où une crise ne pouvait avoir que de fatales conséquences, le général de Gaulle vient d'être confirmé dans son pouvoir. Il est averti que ce pouvoir a des limites. »

PARIS-JOUR (Bernard Lefort). — « De Gaulle ne part pas. »
 « L'importance du « non » ne doit pas être sous-estimée, elle exprime un mécontentement réel, enseignement que le prochain gouvernement et la prochaine Assemblée ne devront pas oublier. »

LE MONDE (Jacques Fauvel). — « Ni vainqueurs ni vaincus. »

« La révision est malgré tout votée et la confiance renouvelée. Mais le mythe est atteint. L'homme qui voulait justement rassembler, a divisé ou même brisé en deux le pays. En mêlant une manifestation plébiscitaire à un acte législatif, il n'est pas sûr que le général n'ait pas finalement compromis l'une et l'autre. »

L'HUMANITE (René Andieu). — « Recul très sérieux. »

« De Gaulle ne peut plus désormais se prévaloir de l'adhésion de la majorité de la nation. »

LE POPULAIRE (Claude Fuzier). — « Un oui, faible, médiocre, aléatoire. »

« Il ne fait pas de doute qu'une bonne partie des « oui » se sont prononcés plus contre l'ancien régime que pour le régime actuel. »

LA NATION. — « Oui, les Français éliront leur président. »

« On pourra épiloguer longuement sur la valeur de ce pourcentage. Il n'en reste pas moins que si l'on veut solliciter l'Histoire, il sera toujours possible de se référer au vote de 1946. Faut-il qu'ils (les coalisés du « non ») crient victoire, ceux qui n'ont réussi, en une telle coalition, qu'à apporter au négativisme (P.C.+P.S.U.+O.A.S.) environ 15 p. 100 de voix supplémentaires. »

LIBERATION (Claude Estier). — « Echec au plébiscite. »

« Le nombre des « non » est tel qu'il devient de plus en plus difficile au général de Gaulle de s'identifier à la France comme il n'a cessé de le faire jusqu'ici. »

LE PARISIEN (Gérard Badel). — « Le général de Gaulle pourrait bien en leur lançant son défi, avoir sous-estimé l'influence « des vieux partis. »

“ LA RÉPUBLIQUE MODERNE ”

de Pierre Mendès France

Une contribution à la recherche d'institutions nouvelles



À propos d'un livre, ou d'une étude, et désireux d'en faire l'éloge, on a coutume d'écrire (suppléant ainsi à une imagination fatiguée) : « Ce livre vient à point nommé... ». Il est difficile d'employer une expression déjà tant utilisée lorsqu'il s'agit du livre de Pierre Mendès France, La République Moderne (1), et pourtant jamais expression n'a probablement été aussi vraie.

A un moment où ce pays s'épuise dans une lutte d'un autre siècle, entre un vieux nostalgique de l'empire autoritaire et des revenants acharnés d'un régime de faillite et de conservation, la majorité des hommes et des femmes cherchent désespérément un souffle nouveau, une nouvelle équipe, des idées susceptibles de répondre aux problèmes de 1952. Cet effort colossal, consistant à secouer des siècles de traditions, auxquels s'étaient ajoutées plusieurs années de duplicité et de tricherie à l'égard du corps électoral français, certains y ont cru et ont mis toutes leurs forces à son service depuis la crise de mai 1958. Il s'agissait alors d'ouvrir progressivement aux Français une troisième voie permettant d'échapper à l'impossible alternative entre le régime gaulliste et le retour à la Quatrième République.

Tous les hommes qui se sont lancés dans cette difficile entreprise, et qui se trouvent tant au P.S.U. que dans certaines organisations syndicales, professionnelles, de jeunesse, ou même plus humblement dans divers groupements à caractère local et aux buts limités, tous ces hommes, beaucoup plus nombreux en définitive qu'il n'y paraît, se posent aujourd'hui la question : « Où en sommes-nous ? Avons-nous progressé ? »

Gageons qu'en plus des éléments positifs que nous avons déjà rencontrés ici ou là (renouveau du syndicalisme ouvrier, dynamisme du jeune syndicalisme paysan, espoirs du syndicalisme étudiant, renouvellement progressif du vocabulaire politique et économique de la gauche et élaboration de nouvelles solutions aux problèmes contemporains), le livre de Pierre Mendès France et le remarquable succès qu'il a immédiatement rencontré nous ai-

dent à répondre à cette question. Près de cent mille exemplaires vendus en dix jours, cela suffit à montrer que, plus qu'une simple publication parmi tant d'autres, il s'agit en vérité d'un véritable événement politique d'une grande importance.

Une synthèse des idées forgées depuis 4 ans

250 pages suffisent à Pierre Mendès France pour effectuer une remarquable synthèse de l'ensemble des idées progressivement forgées par toutes ces forces jeunes depuis quatre ans. Il ne s'agit pas uniquement d'une étude sur les institutions de notre pays et qui proposerait de nouvelles solutions aux problèmes posés par elles. Certes, le livre aborde la question de nos institutions politiques, formule des propositions concernant l'élaboration et le contrôle de l'exécution du plan — en s'inspirant largement des conclusions du récent colloque sur la planification démocratique — insiste sur la nécessaire promotion et la démocratisation du Conseil Economique et Social de manière à doubler la traditionnelle représentation politique de ce pays d'une représentation économique plus adaptée aux exigences des temps modernes et qui serait étroitement liée à la première, etc.

Mais, plus profondément encore, et comme tout homme politique responsable devrait le faire, Mendès-France s'est interrogé sur les certitudes et perplexités des Français. Les témoignages qu'il a recueillis au cours d'une longue enquête auprès de tout ce que ce pays comporte en animateurs dégagés du poids des erreurs passées lui ont permis de découvrir un certain nombre de points d'accord.

Quels sont ces points d'accord ?

1. — Tout le monde a conscience du caractère intérimaire du régime sous lequel nous vivons depuis 1958.
2. — Le pays n'est ni amorphe ni indé-

férent. A la vérité, il attend dans « une inquiétude immobile et sourde en face d'un avenir incertain ».

3. — Avant tout, personne ne veut entendre parler d'un retour à la IV^e République qui reste dans les esprits l'image même de l'impuissance.

4. — Mais s'opposer à la IV^e, cela ne signifie pas pour autant qu'on souhaite un régime de pouvoir personnel indéfiniment prolongé.

Nous l'avons dit, à tous ces points d'accord, Mendès-France cherche à donner un contenu, condition indispensable pour qu'une action efficace puisse être entreprise. Qu'il nous soit simplement permis d'évoquer ce qui nous paraît comme le point faible de toute cette réflexion : c'est le problème des institutions politiques. Sans vouloir entrer dans le détail de la question, ce qu'il n'est pas possible de faire ici, disons simplement que le gouvernement de législature qu'il propose ne nous semble pas pouvoir être une solution au problème institutionnel français, qui nous semble essentiellement caractérisé par la puissance de ces traditions parlementaristes — et non parlementaires. Pour schématiser, nous croyons que la solution à ce problème passe par la reconnaissance du principe d'une double souveraineté populaire, à l'égard de l'exécutif comme à l'égard du législatif, justifiée par les enseignements de la science politique moderne et les tâches croissantes de l'exécutif. Cela qui, nous en sommes conscients, va à l'encontre de toute la tradition politique française, Mendès-France ne semble pas l'avoir encore vu.

Il reste que ce livre doit constituer le point de départ de ce nouveau souffle démocratique qu'attend notre pays et dont le P.S.U. devrait constituer l'élément déterminant.

Jacques Tollivier.

(1) Pierre Mendès France, « La République moderne », collection Idées, éditions Gallimard, 2,90 NF.

Un volume au choix de la célèbre collection de classiques ASTREE offert gratuitement à nos lecteurs

Connaissez-vous la collection de classiques ASTREE; la plus belle réussite, dans ce domaine, de l'édition française depuis la guerre ?

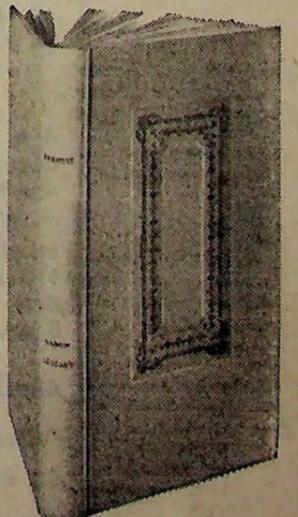
Son élégant format allongé 10,5x20, sa perfection typographique, ses illustrations puisées dans les documents anciens, sa reliure pleine toile couleur pastel, différente selon les siècles ? Si vous la connaissez, vous n'hésitez pas à répondre immédiatement à l'offre que nous sommes heureux de pouvoir faire à nos lecteurs : un septième volume gratuit (valeur 1.500 fr.) choisi à votre gré dans la liste de 21 titres ci-dessous pour tout achat de 6 volumes de la même liste (vous avez d'ailleurs le droit de commander 2 ou 3 séries de 6 volumes auquel cas vous recevrez 2 ou 3 volumes gratuits).

Si vous ne connaissez pas encore la collection ASTREE, pour vous permettre d'apprécier cette offre, en examinant à loisir l'un de ces volumes, nous vous enverrons celui que vous choisirez, sans paiement préalable et avec la seule obligation de le renvoyer dans les 48 heures ou dans le même délai de confirmer l'achat de 6 autres volumes en gardant, sans le payer, celui que vous aurez reçu. Vous ne courez aucun risque, puisque vous ne confirmerez votre achat que si vous êtes entièrement séduit par cette collection. Mais hâtez-vous car la plupart des titres qui sont immédiatement disponibles (liste ci-contre) s'épuisent rapidement et les commandes seront strictement servies dans l'ordre de réception.

COLLECTION ASTREE

Volumes actuellement disponibles

- BALZAC : 1. La Cousine Bette ● 2. Eugénie Grandet ● 3. Le Médecin de campagne ● 4. César Birotteau ● 5. Le Curé de village ● 6. Une ténébreuse affaire ● 7. ARISTOPHANE : La Paix - Les Cavaliers ● 8. BAUDELAIRE : Les Paradis artificiels ● 9. BUSSY RABUTIN : Histoire amoureuse des Gaules ● 10. DIDEROT : Le Neveu de Rameau ● 11. DOSTOIEVSKI : L'Eternel mari ● 12. GCETHF : Urfaust ● 13. Abbé PREVOST : Manon Lescaut ● 14. RIMBAUD : Œuvres Complètes ● 15. ROUSSEAU : Les Rêveries du Promeneur Solitaire ● 16. SHAKESPEARE : Le Songe d'une nuit d'été - La Tempête ● 17. SOPHOCLE : Antigone - Œdipe-roi ● 18. TACITE : Œuvres choisies ● 19. TOLSTOI : La Sonate à Kreutzer - La mort d'Ivan Ilich ● 20. Contes et Fables ● 21. La Geste de Roland



BON à adresser à notre service littéraire : LIBRAIRIE PILOTE, 30, rue de Grenelle, Paris (6^e).
 Je désire acheter pour le prix de 6 volumes, les 7 volumes suivants. N°
 et les payer comptant 90 NF (*) ou les régler en 6 mensualités de 16 NF (**).
 (O) 1) Mon achat étant ferme, veuillez m'adresser immédiatement les 7 volumes et trouver ci-joint en un O de 90 NF (*) ou O de 16 NF montant de la première mensualité (**).
 (*) Cocher le mode de règlement choisi.
 (O) 2) Préférant voir un volume avant de me décider, veuillez m'adresser le N°
 Dans les 48 heures, je vous le renverrai intact ou vous confirmerai ma commande, en remplissant le bon (conforme à la formule 1) que je trouverai dans le livre.

Nom Profession Signature
 Adresse
 N° Compte bancaire ou postal T.S.

LES LEÇONS DU RÉFÉRE

Le général de Gaulle n'a pas remporté la victoire écrasante qu'il escomptait. Il n'y a pas eu de raz de marée gaulliste et les projets de renforcement du régime autoritaire sont mis partiellement en échec. Telle est la première constatation qu'on doit faire après la publication des résultats concernant la France métropolitaine. Elle est d'importance, car elle ouvre de nouvelles perspectives aux forces populaires, qui peuvent et doivent maintenant passer à l'offensive contre le régime plébiscitaire en faveur d'une solution de rechange d'inspiration socialiste. Le référendum avec son résultat relativement favorable au « non » ne peut, en effet, avoir de lendemains que si dès maintenant nous savons passer de la guerre de positions à une véritable guerre de mouvement contre le gaullisme.

Le Sud vote « républicain »

Pour atteindre ce résultat, la première condition est évidemment de ne pas sous-estimer l'adversaire et de bien reconnaître ses forces qui sont loin d'être négligeables. Si l'on admet, comme la plupart des spécialistes de la science politique, qu'il y a un résidu incompressible d'environ 15 % d'abstentionnistes, force est de constater que même si l'on classe les abstentionnistes non résiduels parmi les partisans du « non » (ce qui n'est pas prouvé), les « oui » constituent toujours une majorité de l'électorat français, malgré la quasi-unanimité des partis contre le plébiscite gaulliste. Cette constatation est, en outre, aggravée si l'on considère la polarisation géographique des votes : une grande partie des votes des concentrations industrielles du Nord et de l'Est de la France s'est portée sur le « oui », permettant ainsi au régime de compenser les pertes importantes qu'il a subies dans la partie sud de la France. Il faut donc bien voir que la moyenne nationale : 61,75 % de « oui » et 38,25 % de « non » par rapport aux suffrages exprimés, ne rend pas compte de profondes inégalités régionales, qui laissent subsister de gros bastions gaullistes, en particulier des départements à prédominance industrielle comme le Bas-Rhin, le Haut-Rhin, la Moselle, la Meurthe-et-Moselle, le Doubs, la Loire-Atlantique, le Nord, la Seine-Maritime (tous au-dessus de la moyenne nationale des « oui »). Il reste beaucoup à faire pour ébranler de façon décisive le régime issu

du 13 mai qui, ne l'oublions pas, a malgré tout fait adopter une réforme constitutionnelle qui va dans un sens autoritaire.

10 à 13 p. 100 pour le Cartel des « non »...

Il importe, par conséquent, d'examiner en détail le vote « non » avec ses caractéristiques, ses zones de force et de faiblesse pour en tirer des indications sur l'importance respective de la gauche et de la droite dans le vote « non » et sur la tactique à suivre dans l'avenir. Les chiffres globaux, qui doivent être maniés avec précaution, nous fournissent pourtant quelques précédents, particulièrement celui du 28 septembre 1958. Si l'on prend comme base le pourcentage des « non » par rapport aux suffrages exprimés en octobre 1962, une progression de l'ordre de 18 % que l'on peut ventiler de la façon suivante (1) :

— 6 à 8 % peuvent être attribués au vote de type « Algérie française » (voir les résultats d'avril 1962) ;

— 10 à 13 % peuvent être attribués aux votes qui ont répondu aux appels du cartel des « non ».

...dont la plupart de gauche

Cette dernière estimation, que les partisans du cartel des « non » n'ont jusqu'à présent pas combattue efficacement, demande elle-même à être analysée plus à fond pour déterminer qui a eu la part prépondérante. Si l'on se base sur les résultats obtenus par les principaux leaders indépendants et M.R.P. partisans du « non » dans leurs plus fortes circonscriptions, on doit constater qu'ils n'ont, en

général, pas été suivis. Bertrand Motte, Paul Reynaud, Legendre, etc., ont vu leurs électeurs voter « oui » en masse. De même les beaux quartiers de Paris, représentés en général par des indépendants partisans du « non », ont voté massivement « oui ».

Quant aux bastions M.R.P. de l'Ouest et de l'Est, ils donnent les plus forts contingents de « oui » atteints dans ce référendum. On ne risque donc pas de se tromper beaucoup en affirmant que ce sont la S.F.I.O. et les radicaux ou apparentés qui, parmi les organisations du cartel des « non », ont déplacé le plus de voix. Cette affirmation se trouve d'ailleurs largement corroborée par la carte électorale ; la zone de force des « non » dans le Midi (Aude, Ariège, Gers, Vaucluse, Haute-Garonne, Lot-et-Garonne) recouvre en gros une zone d'implantation radicale et S.F.I.O. non négligeable (ce qui, naturellement, n'exclut pas l'influence d'autres organisations).

Le P.C.F. récupère en partie ses voix

Sur le plan politique, cette constatation est importante, car, dans le Midi, la S.F.I.O. et les radicaux du type *Dépêche du Midi* ont en général mené une politique unitaire (jusqu'aux communistes) opposée aux principes de la coalition de l'Alma.

Que cela ait joué un très grand rôle dans le choix des électeurs est prouvé a contrario par la médiocrité des résultats obtenus par les leaders S.F.I.O. du Nord et du Pas-de-Calais qui ont, eux, appliqué sans défaillance la politique du cartel des « non ». Le référendum, par conséquent, s'il est un échec partiel pour de Gaulle, n'est pas pour autant une victoire du contrat des « non », même partielle. On peut dès à présent prévoir que les tentations de rentrer au bercail gaulliste ne manqueront pas chez certains, en particulier au M.R.P.

A NOS LECTEURS

A partir de ce numéro, T. S. est en vente au prix de 0,60 NF.

MAIS :

- Pour faciliter la propagande du P.S.U. pendant la campagne électorale ;
- Pour aider la campagne d'abonnements à Tribune Socialiste pendant cette même période,

il a été décidé de reporter au 1^{er} décembre la date de changement des tarifs d'abonnement.

D'autre part, toute commande supplémentaire du prochain numéro (122) sur les élections législatives, doit nous parvenir avant le lundi 5 novembre.

Abonnez-vous,

Faites
des abonnements,
Diffusez !

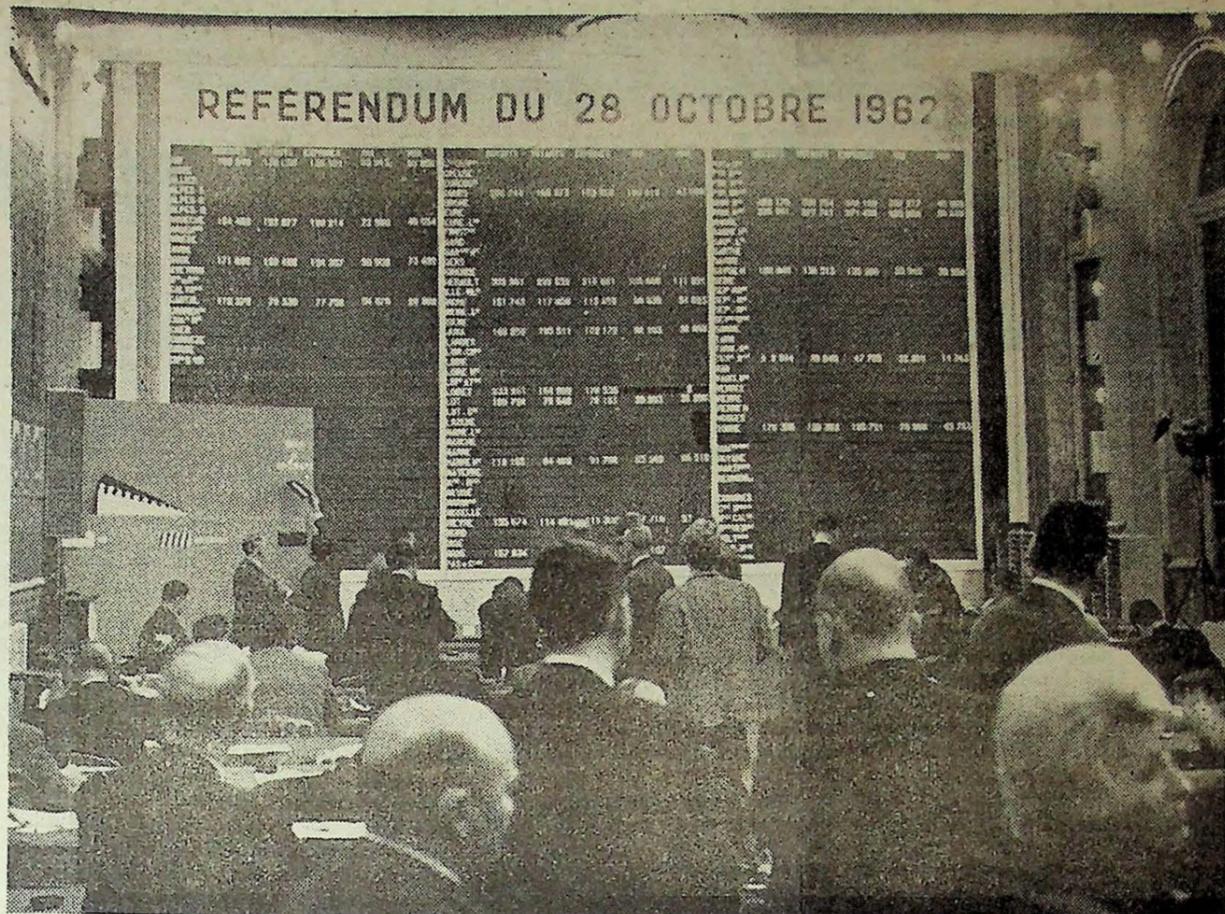


Quand elle sera grande, elle trouvera cela moins drôle... (A.F.P.)

NDUM

et chez les Indépendants. Et ces tentations deviendront vraisemblablement irrésistibles si le général de Gaulle sait faire, dans les mois à venir, quelques concessions.

Du côté communiste, on a quelques raisons d'être satisfait. Les résultats sont, en général, bien supérieurs à ceux de septembre 1958 ou de janvier 1961, même s'ils semblent assez loin de ceux obtenus aux élections municipales ou législatives. Les fiefs communistes de la région parisienne et des Bouches-du-Rhône ont, la plupart du temps, donné une majorité au « non », parfois même de très fortes majorités (Drancy, Gennevilliers, Malakoff, Saint-Denis, etc.). L'impression qu'avaient beaucoup d'électeurs communistes de n'être plus isolés dans leur opposition a sans doute beaucoup contribué à ce succès, de même que l'énorme effort de propagande fait par le P.C.F. et ses militants. Nous croyons cependant qu'a joué aussi un phénomène nouveau ; les premiers et timides efforts esquissés sous le terme générique de « démocratie véritable » pour présenter une solution de rechange globale au régime gaulliste. De cette façon, certains des effets les plus néfastes de la politique d'« union des républicains » ont pu être contrebalancés auprès des secteurs les plus politisés de la classe ouvrière. Cela n'a pourtant pas été suffisant à l'échelle nationale, en particulier dans les zones de force traditionnelles du « oui », pour arracher à son scepticisme une grande par-



Le grand hall du ministère de l'Intérieur pendant le dépouillement du scrutin. (A.F.P.)

tie des classes populaires qui n'a pas vu d'un bon œil l'alliance de fait avec certaines parties composantes du contrat des « non ». Les résultats obtenus par le P.C.F. dans le Nord, le Pas-de-Calais et dans certains fiefs de Meurthe-et-Moselle ou de Bretagne sont, de fait, médiocres par rapport à son implantation. Si satisfaction il y a, celle-ci doit donc être mitigée.

Le P.S.U. progresse

L'état actuel de nos informations ne nous permet pas de nous faire une idée très exacte des résultats obtenus par le P.S.U., ne serait-ce qu'à cause de la difficulté à ventiler, dans certains cas, les voix déplacées par le P.S.U., le P.C.F. et la S.F.I.O. Signalons pourtant les beaux résultats obtenus à Alfortville, Decazeville, Antony, municipalités à direction P.S.U.

Il nous semble en tout cas certain que notre contribution n'a nullement été négligeable, surtout si l'on se réfère à la brusque régression des bulletins nuls par rapport au dernier référendum (avril 1962). La preuve est ainsi administrée que, dans un référendum, nous pouvons déplacer de 4 à 5 % des voix, ce qui correspond vraisemblablement à un pourcentage bien plus important pour des élections non plébiscitaires.

La nécessité d'une alternative socialiste

Aussi bien, sur un plan général, est-il licite de conclure comme le fait J. Fauvel dans le « Monde » du 31 octobre : « En attendant que des études détaillées fassent le partage des origines diverses des « non », il est certain qu'ils proviennent essentiellement de l'électorat communiste, socialiste et radical. La géographie et la statistique le démontrent. Ce sont les départements les plus anciennement orientés à gauche qui ont donné le moins de « oui ».

Si l'on tient compte, en outre, du dépérissement du radicalisme, certaines régions exceptées, on peut même avancer la thèse : le vote « non » est en majorité un vote populaire. Dans le Midi, il est, certes, plus revendicateur, plus déterminé par des difficultés économiques immédiates ; cela n'empêche pourtant pas que, du Nord au Sud, il marque une aspiration à de profonds changements, qu'il a une tonalité dominante anticapitaliste autant qu'anti-gaulliste. Plus que jamais, par conséquent, nous devons insister sur la solution de rechange que nous préconisons : la perspective socialiste.

J.-M. Vincent.

(1) Si l'on accepte l'hypothèse qu'il n'y a pas eu progression du « non » du type P.C.F. ou P.S.U., ce qui nous semble inexact.

TROUVER UNE FORMULE NOUVELLE

Thème développé à la conférence
de Presse du P.S.U.

APRES le référendum et avant les législatives le Bureau National du P.S.U. a tenu, dans un hôtel parisien, une conférence de presse pour préciser ses positions.

Edouard Depreux déclare d'abord que le P.S.U. ne conteste pas au général de Gaulle le droit de rester mais qu'il s'élève contre le chantage au départ qui a été pratiqué. Il ajoute qu'il y aurait certainement plus de « non » si le référendum n'avait pas été transformé en un choix entre la IV^e et la V^e, et si la propagande n'avait pas été à sens unique.

Il insiste ensuite sur le fait que le P.S.U. « seul parti à n'avoir jamais dit « oui » à de Gaulle » ne se situe pas parmi « ceux qui n'ont rien appris et rien oublié » et dont la « Démocratie politique n'étant ni Sociale ni Economique serait très rapidement emportée par un tourbillon ».

Trouver à partir de cette constatation une formule nouvelle tel sera un des thèmes des élections législatives. Jean Poperen exposera les principaux autres : Planification démocratique, Gestion des entreprises par les travailleurs et Egalité des droits à l'information.

Après avoir regretté l'impossibilité de candidatures uniques de la gauche et exprimé leur espoir de les voir se réaliser au deuxième tour, répondant aux questions des journalistes présents nos camarades ont entre autres donné la liste des candidats de la région parisienne, et pour terminer, souligné que l'appartenance des « non » à la gauche était un signe encourageant pour l'avenir.

COMMUNIQUÉ du 28 octobre 1962

Le Bureau national du P.S.U. communique :

Le régime issu de la crise du 13 mai a reçu un coup irréparable. C'est pour lui le commencement de la fin et il s'agit de faire face aux changements qui s'imposent maintenant. Des régions entières et une forte proportion d'électeurs dans tout le pays ont dit « non » au régime autoritaire et plébiscitaire, et pourtant beaucoup de « oui » ont été extorqués par le chantage éhonté exercé par le pouvoir et par l'immense pression de la propagande officielle. L'opposition au système est donc encore plus forte que les chiffres ne le révèlent.

L'initiative du général de Gaulle a donc échoué selon les termes mêmes qu'il avait fixés. Il a ouvert pour le pays une période de crise dont il est seul responsable. Pour résoudre cette crise le plus rapidement possible, il faut qu'il s'en aille immédiatement. La logique le demande. L'intérêt national l'exige. Et ce retour à la démocratie ne doit pas être l'occasion d'un retour aux errements de la IV^e République. Le chiffre des « non » aurait été encore plus grand sans l'hostilité justifiée du pays contre les hommes du « Cartel des non ». Le P.S.U. a déjà déclaré qu'au lieu de la coalition immorale des démocrates avec des réactionnaires et des fascistes avérés, il était nécessaire et possible de rassembler les syndicats, les partis de gauche et l'ensemble des forces populaires sur le programme d'une démocratie nouvelle. Jamais un tel rassemblement n'a été aussi urgent et l'action doit être développée immédiatement dans ce sens dans tout le pays.

D'ores et déjà, en tout cas, les abus scandaleux des moyens d'information officiels doivent cesser, afin de rétablir un climat démocratique. Le P.S.U. rappelle aux électeurs que l'avenir du pays est dans leurs mains. Il les appelle à rejeter en même temps les inconditionnels du gaullisme que le pays vient de condamner et les hommes de la capitulation de mai 1958 qui cherchent à faire oublier le passé. En éliminant les représentants des organisations populaires, décidés à ouvrir la voie d'une nouvelle démocratie, ils donneront tout sons sens au premier succès démocratique du 28 octobre, et ils rétabliront l'unité d'un peuple qui veut, dans son ensemble, la liberté, le progrès et, enfin, un régime moderne.

Le BUREAU NATIONAL.

Le Congrès de la C.F.T.C. des industries chimiques

Le Congrès de la Fédération C.F.T.C. des Industries Chimiques s'est tenu à Clermont-Ferrand du 12 au 14 octobre. Cette fédération est parmi celles qui constituent l'aile agissante de la C.F.T.C. ; elle couvre d'autre part un secteur important des industries modernes. Son congrès est donc un événement digne de retenir l'attention.

Deux décisions importantes pour la vie intérieure de l'organisation ont été prises : premièrement, le rattachement à la fédération de tous les employés appartenant aux industries chimiques et celui des ouvriers du verre (comme cela existe à la fédération F.O.).

Une seconde résolution développe d'autre part la conception d'une démocratie nouvelle qui ne peut être que socialiste. On y lit : « La lutte antifasciste... affaire du peuple et de ses organisations politiques et syndicales doit conduire à la reconstruction de la démocratie. La manière dont les organisations syndicales de travailleurs seront appelées à animer cette démocratie nouvelle sera l'une des conditions essentielles à l'avènement d'une république démocratique et socialiste, seule alternative au régime actuel de dépérissement des libertés publiques. Les conceptions qui président à l'élaboration et à l'exécution du Plan de Développement seront donc décisives... »

Les conditions de travail ont également retenu l'attention des délégués qui ont insisté sur la nécessité de la réduction de la durée hebdomadaire du travail (encore 47 heures dans le pétrole), la quatrième semaine de congé étant une autre revendication à l'ordre du jour. Dans la chimie, qui exige une activité continue, les 3x8 et le travail du dimanche sont très fréquents. Les dirigeants fédéraux sont persuadés que de tels horaires sont à la longue très préjudiciables à l'équilibre physique et moral des travailleurs.

La fédération C.F.T.C. des industries chimiques, enfin, est favorable à la « déconfessionnalisation » de la centrale. Le rapport général préconisant la suppression du deuxième « C » a été voté par 3.130 mandats contre 200, malgré l'opposition de certains syndicats comme celui de Lens.

Nous terminerons en soulignant l'importance de l'intervention de Marcel Gonin, secrétaire confédéral. Ce dernier a indiqué que le rapport sur la « déconfessionnalisation » fondé sur l'enquête faite auprès des syndicats sera envoyé à ceux-ci à la fin décembre. Il appartiendrait ensuite au Conseil confédéral, issu du Congrès de 1963, de décider la convocation d'un Congrès extraordinaire sur la question qui pourrait être réuni en 1964. Gonin a également insisté sur la nécessité de l'élaboration d'une stratégie économique, comme le font les Italiens dont il a vanté la souplesse théorique qui leur a permis, a-t-il dit, d'adapter l'Eglise à la société moderne et d'être à l'avant-garde de la déstalinisation.

M. C.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e)
Tél. : SUP 19-20
Rédaction : 8, rue Henner Paris (IX^e)
Tél. : PIG 65-21
Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
3 mois 5 NF
6 mois 10 NF
1 an 19 NF
Soutien 30 NF

Publicité : Geneviève Mesguiche
71, rue des Saints-Pères Paris (6^e)

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
52-61, rue La Fayette Paris (9^e)

Sécurité sociale, Métro : toujours des grèves

Grèves au métro

AINSÍ que nous l'avons déjà souligné, les cadeaux préélectoraux n'empêchent pas les grèves d'éclorre ici et là. Ceci est particulièrement vrai pour le secteur public où le gouvernement avait différé la satisfaction partielle des revendications au moment jugé par lui opportun.

Dans le secteur privé, certains conflits se sont durcis (lock-out aux usines de carburateurs Zenith, à Lyon, poursuite des grèves surprises dans les transports urbains de Nantes après rejet des propositions patronales). Par ailleurs, on note des manifestations à Saint-Dizier contre les licenciements prévus à la C.I.M.A. (Compagnie internationale des machines agricoles), cependant qu'on annonce que les Forges du Boucau cesseront toute activité en décembre 1964.

La grève de la Sécurité sociale

Un certain mécontentement continue à régner chez les fonctionnaires et agents des services publics : chez les douaniers qui font des grèves tournantes, chez les policiers qui n'ont pas le droit de grève mais dont les syndicats jugent le reclassement insuffisant, chez les ouvriers de l'administration parisienne qui ont déclenché un mouvement de vingt-quatre heures, dans le personnel navigant de l'aviation civile qui attend depuis deux ans une réforme de son régime de retraite, enfin chez les employés des organismes de Sécurité sociale et les agents de la R.A.T.P. dont les grèves récentes ont plus particulièrement retenu l'attention.

Les employés des caisses de Sécurité sociale et d'Allocations familiales protestent contre le fait que le ministère du Travail s'oppose aux accords conclus avec les organismes dont ils relèvent. L'accord du 30 mars 1962, majorant leurs salaires de 7,18 p. 100, n'est pas encore appliqué. Ils n'ont obtenu que 4 p. 100 à compter du 1-10-62 et 1,5 p. 100 à compter du 1-1-63. La réduction des horaires de travail de 45 à 43 h. 45 — premier pas vers le retour aux 40 heures — signée le 25 juillet dernier est au point mort. Les textes conventionnels sur la Commission de conciliation et le Conseil de discipline sont toujours « sous le coude » au ministère du Travail.

En se mettant en grève pour vingt-quatre heures, le 25 octobre, les employés de la Sécurité sociale et de la Mutualité agricole ont réclamé l'application des accords signés, le retour à la libre discussion des salaires et des conditions de travail par la suppression de la fameuse Commission interministérielle

Le mécontentement est également grand à la R.A.T.P., dont les agents sont soumis à des conditions de travail assez rudes et jugent leurs salaires insuffisants, eu égard à la moyenne des salaires du secteur privé pratiqués dans la région parisienne.

Au lieu de définir une grille de salaires réclamée depuis des années par les syndicats, la direction de la R.A.T.P. pratique une politique catégorielle en multipliant les primes, ce qui a pour effet de dresser les catégories d'employés les unes contre les autres et de mécontenter un peu tout le monde.

Le résultat est que les grèves à la R.A.T.P. sont fréquentes. Un jour, ce sont les conducteurs du métro qui cessent le travail, un autre jour, c'est le personnel des stations et des guichets qui cesse le travail. Dans ce dernier cas, comme le 26 octobre, le métro roule à l'œil. Grève populaire s'il en est, même si certaines stations sont fermées.

Le malaise qui règne à la R.A.T.P. est grave, alors que l'encombrement des voies de circulation dans la région parisienne rendrait nécessaire le développement des transports en commun.

M. C.



(Keystone.)

Avec les grèves de métro, l'auto-stop a gagné des adeptes.

Une conférence syndicale sur les problèmes agricoles

RECEMMENT s'est tenue à Palerme une importante conférence internationale réunissant des organisations ouvrières et paysannes, des pays du Bassin méditerranéen. Les problèmes agricoles étaient à l'étude de cette conférence qui réunissait des syndicats algériens (U.G.T.A.), marocain (U.M.T.), égyptien, yougoslave, italiens (C.G.I.L. et U.I.L.) ainsi que des représentants d'organisations clandestines espagnoles et portugaises. La France était également représentée par la C.G.T., le Mouvement de défense des exploitations familiales (proche du P.C.) et la Fédération C.F.T.C. de l'Agriculture.

Une résolution générale a précisé les principes des réformes nécessaires en agriculture :

- Reconnaissance du principe « La terre à ceux qui la travaillent » ;
- Transformation des structures de production et de commercialisation ;
- Constitution d'unités de production « optimales » non capitalistes ;
- Contrôle, participation et exercice des pouvoirs économiques et politiques par les ouvriers et paysans dans des structures démocratiques.

Seuls se sont déclarés en désaccord avec ces propositions la C.G.T. et le Mouvement de défense des exploitations familiales. On sait que les communistes français, restent attachés aux thèmes de la défense des « petits paysans » et des « petits commerçants », qui en fait s'opposent à une transformation consciente des structures économiques et n'empêchent pas les intéressés d'être sacrifiés à l'évolution capitaliste.

Positions syndicales dans la métallurgie

DEUX récentes assemblées des travailleurs de la métallurgie méritent de retenir l'attention. La première est le congrès de la Fédération C.F.T.C. de la métallurgie qui a pris position en faveur d'une contestation du capitalisme, « compris sous sa forme moderne » ; la seconde est la conférence nationale des responsables F.O. de l'automobile qui s'est prononcée pour une planification de l'industrie automobile.

Contestation du capitalisme

Le mois d'octobre a vu se tenir plusieurs congrès de fédérations d'industries C.F.T.C. : celui des industries chimiques dont nous vous rendons compte par ailleurs, celui des cheminots, celui de la métallurgie. Le congrès de cette fédération — qui était celle d'Eugène Deschamps, a voté à l'unanimité une résolution générale exprimant notamment « son opposition au capitalisme, y compris sous sa forme moderne ainsi qu'à tout système totalitaire ou de pouvoir personnel, et son désaccord avec les rapports des commissions et des groupes de travail du IV^e Plan, qui n'aboutis-

sent pas à une véritable planification démocratique ».

La motion demande d'autre part « la reconnaissance légale de la section syndicale et de la protection efficace des militants syndicaux, et l'amélioration des prérogatives et des garanties aux délégués du personnel, aux membres du comité d'entreprise et au secrétaire syndical ».

En clôturant le congrès, Jean Lannes, qui a été réélu président syndical, a défini le droit syndical comme étant le problème n° 1 et il a souhaité la réalisation d'un « Livre blanc » sur le capitalisme pour contester celui-ci par des faits précis. Alors que trop de socialistes se contentent d'une critique des formes anciennes du capitalisme — de plus en plus dépassées par les secteurs modernes de l'économie — c'est là une suggestion d'un grand intérêt.

Les responsables F.O. de l'automobile se sont réunis le 13 octobre à l'occasion du 49^e Salon.

La situation du marché leur a paru de nature à susciter un optimisme réservé en ce qui concerne l'avenir, le marché intérieur n'étant pas fonction des possibilités de production mais seulement des possibilités de

vente, lesquelles dépendent elles-mêmes du pouvoir d'achat.

La conférence nationale de 1961 avait insisté sur la nécessité d'une planification aussi large que possible à l'échelle européenne. Cette fois le développement des échanges commerciaux sous forme de « sous-traitance », qui dépasse dès à présent le cadre de l'Europe, a retenu l'attention des délégués. La publicité de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun rend également nécessaire une planification de l'industrie automobile. Une condition préalable est la conclusion d'une convention collective nationale permettant d'harmoniser les conditions de travail et de rémunération encore disparates dans ce pays.

Face aux incertitudes du marché, les syndicats F.O. de l'automobile insistent pour que soient généralisés les fonds de garantie de ressources. D'autre part, face aux déplacements d'usines résultant de mesures de décentralisation ou de fusion, ils demandent que des garanties élargies et identiques soient accordées aux travailleurs horaires comme aux travailleurs mensuels, licenciés collectivement ou individuellement.

Guerre froide au pays des neiges éternelles

LA petite guerre d'Himalaya semble sans but vue d'Europe. Pour qui, pour quoi se bat-on alors que les deux pays concernés, immenses comme des continents, se trouvent intérieurement devant des problèmes cruciaux pour leur avenir ? Peut-être, précisément, faut-il voir là l'une des causes du conflit. Encore que, visiblement, la Chine populaire, cette fois, ait souhaité éviter de nouveaux incidents.

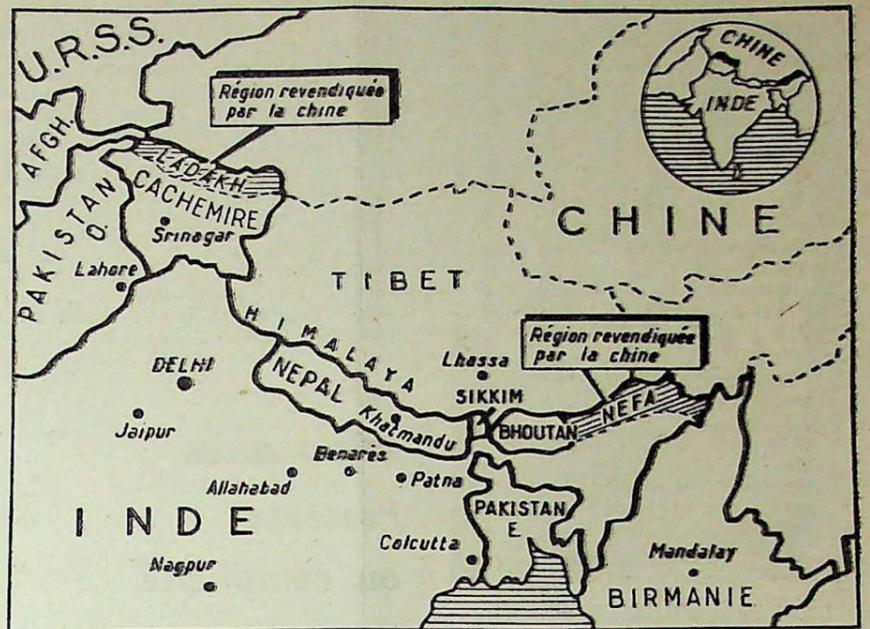
Le 13 septembre, le gouvernement chinois propose l'ouverture de négociations sans préalable sur la question des frontières communes avec l'Inde. Le 19, réponse normative de New Delhi. Parallèlement, le « neutraliste » (en politique étrangère ?) Krishna Menon, ministre de la Défense, dirige des hommes vers Che Dong. Accrochage : 14 morts. Nouvelles propositions de négociations chinoises. Refus. Les Indiens réclament l'évacuation des troupes communistes implantées au Ladakh qui leur est bien sûr refusée, tandis que les Chinois indiquent qu'ils soutiendront... le Népal en cas de menaces.

Aux dernières nouvelles, la réaction chinoise a été si vive que le Parlement a été convoqué pour le 8 novembre afin d'approuver l'état d'urgence. Une psychose de guerre règne sur l'Inde, on réclame des volontaires, une vague de nationalisme se lève sur tout le pays. Et New Delhi réclame une aide en armes au Commonwealth. Les

adversaires de M. Nehru réclament de lui qu'il obtienne l'aide de New York. C'est finalement ce dernier point qui semblait la véritable raison du rebondissement du conflit sino-indien. La situation économique intérieure est désastreuse, la misère demeure ce qu'elle était, le « miracle » indien a fait long feu.

Grâce aux combats frontaliers, M. Nehru va réaliser de nouveau l'union sacrée de toutes les forces politiques indiennes et si l'on s'en tient aux apparences, on s'étonnera d'y trouver... le parti communiste indien. Ne nous étonnons pas : ses sympathies khrouchtévienne expliquent bien des choses et remettent en mémoire le peu de réaction enregistré du côté de Moscou devant la menace d'une vraie guerre. L'occasion de donner une leçon aux irréductibles de Pékin était trop belle.

Emile COPFERNANN.



EN RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE :

Manœuvres... à propos de Manœuvres

EN voulant croquer trop vite « Der Spiegel » sans s'entourer des précautions en usage dans toute bonne République — qu'elle soit fédérale ou non — le ministre de la Défense de l'Allemagne de l'Ouest, M. Strauss, a suscité outre-Rhin quelque émotion.

Non qu'on se soit étonné de la vigueur de l'attaque. Mais les procédés déployés en l'occurrence en ont rappelé d'autres. En pleine nuit, des policiers ont investi l'immeuble du magazine. Quatre personnes furent arrêtées, deux remises en liberté deux jours après, une cinquième ramenée d'Espagne et incarcérée immédiatement. Tout cela pour un article publié par « Der Spiegel » concernant les manœuvres militaires Fallax 62.

Que contenait de si dangereux pour la sécurité atlantique l'article incriminé ? Rien de bien méchant. Si l'on a en tête d'autres saisies, celles que nous connaissons en France depuis quelques années, l'on ne pourrait même s'empêcher de conclure qu'il s'agit essentiellement de la nouvelle phase de la lutte Strauss-« Der Spiegel ». Conrad Ahlers, rédacteur et ancien officier parachutiste, se contentait d'étudier en détail les dites manœuvres. Ce faisant, relevant des insuffisances, il communiquait à l'ennemi des plans secrets et ses faiblesses. Donc, par là même portait atteinte à la sécurité du territoire. C.Q.F.D.

Le procureur de la R.F.A., pour ces raisons, a fait arrêter l'éditeur, l'un des rédacteurs en chef et un journaliste. Les bureaux de la rédaction de Hambourg de « Der Spiegel » sont occupés par la police.

L'une des questions que se pose l'opposition sociale-démocrate concerne l'action de la justice.

Selon elle, M. Strauss l'a provoqué. Et ce serait en fait pour lui l'occasion de liquider l'hebdomadaire qui l'a toujours dénoncé comme un petit fuchrer. Les associations professionnelles de la presse allemande regrettent, elles, la « vigueur » de l'intervention et s'inquiètent de savoir si oui ou non l'auteur de l'article avait, comme il est dit, présenté son article aux services officiels intéressés (qui n'auraient rien trouvé à dire).

De toute manière, ces faits appellent quelques remarques. La presse allemande pas plus que française n'est à l'abri des « bienveillances » de la police. Ni l'une ni l'autre ne peuvent, ainsi qu'il est affirmé, assurer librement leur rôle d'information. Ou, comme disait à peu près Beaumarchais, à condition de ne parler ni de ceci, ni de cela. Au fond, la presse rêvée pour Adenauer et de Gaulle, c'est celle du cœur.

E. C.

Un Finnois à Paris

LA visite de M. Kekkonen, président de la République finlandaise, avait commencé par une observation judicieuse de son homologue français, M. de Gaulle :

« Votre visite fait apparaître soudain une importante réalité psychologique et politique, je veux dire la grande et naturelle sympathie qui porte l'une vers l'autre la Finlande et la France. »

« Nous admirons — et pour cause — votre effort social bâti sur la coopération, l'entraide, la fraternité des citoyens », devait déclarer, après des virgules mystérieuses et des points à la ligne successifs, le président français.

M. Kekkonen répondit simplement à cet effort d'élocution que son pays se gardait de la Russie comme il recherchait à créer un ensemble nordique avec la Norvège, la Suède et le Danemark qui viendrait s'insérer de lui-même dans la constitution européenne.

Le lendemain, M. Kekkonen se rendit à l'Hôtel de Ville où il entendit, par la bouche de M. Taittinger, une déclaration sur le peuple français :

« Nous ne reconnaissons à personne le soin de décider de nos propres affaires et nous entendons bien rester les maîtres de notre destinée, fût-ce au prix de très durs sacrifices. »

M. Kekkonen se borna à re-

marquer l'accueil réservé par Paris aux dizaines de générations de ses compatriotes depuis le XIII^e siècle.

Le troisième jour il fallut que M. Kekkonen se rendit à Versailles pour entendre André Malraux lui parler de Louis XIV. Il dut inaugurer une plaque dans la rue pour indiquer aux Parisiens que la Finlande se trouvait ainsi placée dans leur cœur. Cela se trouvait auprès des Invalides.

Le départ approchait. La Chambre de commerce reçut M. Kekkonen qui déclara :

« Nous exportons surtout des produits forestiers en France et nous en sommes le principal fournisseur. Nous importons, par contre, nos moyens de transports : automobiles, avions, locomotives. De plus, la France a installé la première raffinerie de pétrole en Finlande. Nous apprécions la technique française. »

Il y eut malheureusement, dans ce trop court séjour de trois jours, un trou de cinquante-cinq minutes pendant lesquelles M. Kekkonen a été immobilisé à l'Élysée par le président français qui tenait, sans doute, à lui enseigner de la grande politique.

M. Kekkonen et son épouse semblent, en effet, aimer la liberté avec nature. La veille au soir, ils se promenaient seuls, en flâneurs, sur le faubourg Saint-Honoré.

Lecteurs de « TRIBUNE SOCIALISTE » vous devez lire et faire lire...

LES F.T.P. de Charles Tillon

1940/1944, années de souffrances et de deuils pour la France, mais alors que certains s'abandonnent au désespoir et à la résignation, que d'autres bâtissent des fortunes sur le malheur de leurs compatriotes, que d'autres encore accueillent comme une « divine surprise » cette instauration d'un ordre nouveau, imposée par l'étranger et collaborent avec l'envahisseur hitlérien, le Peuple de France dans son immense majorité, sans distinction de classe et de religion, organise la résistance à l'oppressur. Charles TILLON, ancien Commandant en chef des F.T.P., dans un livre de 700 pages, a retracé l'épopée de ceux qui furent à la fois la masse et l'avant-garde de la résistance intérieure ; les francs-tireurs et partisans français.

Cet ouvrage écrit dans un style vif, alerte, enthousiaste, qui en rend la lecture plus passionnante que le meilleur des reportages, vous fera revivre la lutte ardente de ces Français qui acceptaient le sacrifice de leur vie pour des « lendemains qui chantent ». Vous suivrez jour après jour l'action de cette résistance populaire profondément enracinée dans le peuple fran-

çais qui, répudiant tout attentisme, commença dès l'armistice de 40 pour se terminer par l'embrasement final de l'insurrection de juillet-août 1944. Vous participerez à cette lutte acharnée et sans répit des F.T.P. Conquête par la force sur l'ennemi des armes que Londres refuse de leur livrer. Grèves, neutralisation des « colabos », sabotages (par dizaines de milliers) du potentiel de guerre allemand, attentats, guérillas, combats de rues ou de maquis, insurrection nationale.

Lecteurs de TRIBUNE SOCIALISTE « Les F.T.P. » de Charles TILLON vous fera vibrer tour à tour d'enthousiasme, de colère et d'espoir. D'espoir en l'avenir d'un peuple qui sut, il y a 18 ans, dire NON au fascisme.

Profitez des conditions exceptionnelles qui vous sont offertes (franco de port et d'emballage, faculté de retour) en retournant dès aujourd'hui ce bon à la Librairie PILOTE 30, rue de Grenelle ; mais hâtez-vous, car le tirage est en voie d'épuisement et les commandes seront livrées dans l'ordre de leur arrivée. (1 vol. 700 pages sous jaquette couleur : 27 NF.)

ancien Commandant en Chef des Francs-Tireurs Partisans Français

HOMMAGE DE LA PRESSE

Important ouvrage... documentation extrêmement précieuse. (L'HUMANITE) — Charles Tillon a bien servi l'histoire de la résistance. (LETTRES FRANÇAISES). — Irréfutable... (FRANCE D'ABORD). — Enthousiasmant... lire les F.T.P. c'est non seulement revivre une page héroïque de notre pays, c'est aussi mieux comprendre les événements d'aujourd'hui. (VIE OUVRIERE). — Les preuves ont remplacé les affirmations. (LIBERATION). — Plus qu'un témoignage, une monumentale histoire. (COMBAT). — Charles Tillon dégage le véritable caractère de cette Libération. (HUMANITE-DIMANCHE). — Son récit nous concerne tous. (FRANCE-OBSERVATEUR).

BON

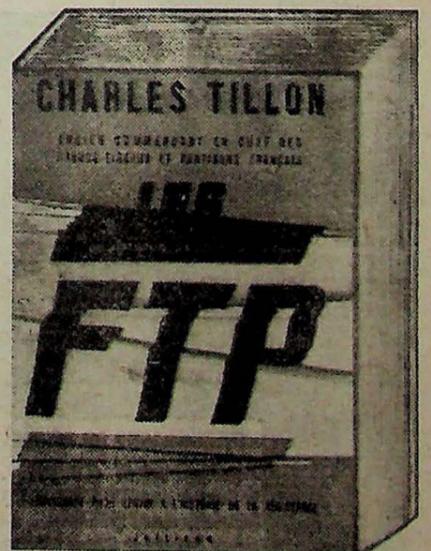
à adresser à la Librairie PILOTE (Service littéraire de Tribune Socialiste), 30, rue de Grenelle, PARIS (7^e). Veuillez m'adresser aux conditions exceptionnelles mentionnées dans votre annonce « LES F.T.P. » de Charles TILLON. Veuillez trouver ci-inclus libellé au nom de la Librairie PILOTE ☐ chèque bancaire ☐ chèque postal ☐ chèque postal à votre compte n° 13.905.31 PARIS (ci-joint) ☐ mandat de 27 NF.

Nom

Signature :

Adresse

N° C.C.P. ou bancaire



Militantisme

méridional



L'affiche « officielle » du référendum était sans doute incomplète, c'est pourquoi les militants du Comité antifasciste du Rond-Point des Sablottes, à La Seyne-sur-Mer, dans le Var, sur l'initiative d'un camarade du P.S.U., l'ont complétée...

Rhône :

Deux candidats

Une nouvelle étape

Lyon, 30 octobre.

La présentation de deux candidats dans des circonscriptions entourant Lyon constitue une étape certaine dans la voie de l'extension du parti hors de la ville.

R. Chamarie, instituteur public (suppléant : J. Tholomet, militant syndicaliste) sera candidat sur la 7^e circonscription qui englobe les dy-

namiques sections d'Oullins et de Caluire.

Dans la 9^e circonscription (Tarare - Thizy - Saint-Laurent-de-Chamousset), le P.S.U. présente Roger Chevalier, instituteur itinérant agricole, dont le suppléant sera Louis Girard, employé. Cette campagne favorisera sans aucun doute le développement de la section de Tarare en milieu rural et surtout de la jeune section rurale de Saint-Laurent-de-Chamousset dont la création remonte à quatre mois seulement.

Dans les circonscriptions où le parti ne présente pas de candidats, le conseil fédéral a décidé de n'appuyer aucune autre candidature, y compris celle de Charles Hernu, lequel n'est d'ailleurs plus membre du parti, et dont la candidature est soutenue par la S.F.I.O., les radicaux et l'U.D.S.R. (tendance Pleven).

Prétexte

ou complicité

Un camarade, actuellement militaire, nous communique une directive de l'O.A.S. en date du 1^{er} août dernier.

Sous le titre « OAS/Métro/Oro », elle se présente sous forme d'une note de service comme celles habituellement en usage dans l'Armée ; son objet est : « Consignes en vue de la rentrée 1962 ».

Après avoir indiqué que les groupes « action » avaient été réorganisés, elle donne « quelques consignes pratiques » pour préparer la rentrée :

« — Groupez-vous en cellule de 4 à 5 maximum (mission primordiale : le renseignement).

« — Constituez-vous un petit stock d'armement et d'explosif.

« — Dès demain, établissez un fichier de renseignements sur les objectifs ponctuels de votre lieu de résidence (gaullistes, communistes, membres du F.L.N., policiers, etc.).

« — Sitôt prêts, passez à l'action. »

Et pour terminer cette recommandation plutôt imprécise : « La lecture

de la presse suffira à vous indiquer dans quel sens l'Organisation aura décidé d'agir : travaillez à ».

Ces consignes sont signées : capitaine André, chef de la branche ORO-CNR - Délégation générale de la métropole.

Le plus curieux, c'est que cette note a été transmise hiérarchiquement sous bordereau officiel d'une haute autorité militaire régionale, sous le prétexte de « mise en garde ». Inconscience ou moyen commode de diffuser auprès des cadres de l'armée la littérature factieuse ? Nous attendons la réponse de la Sécurité militaire, mais y en aura-t-il une ?

Une conclusion s'impose en tout cas, que nos camarades à l'intérieur du contingent et vous les démocrates demeurent vigilants : la bête fasciste n'est pas encore écrasée.

Fusillade

à Achères

Depuis longtemps, on connaît dans la région de Poissy les agissements de commandos qui attaquent, assomment ou brutalisent ceux qui osent avoir une opinion différente de celle de certains grands patrons. Mais hier, c'est à la mitrailleuse qu'ils ont donné leur avis.

Vers 6 heures, quatre voitures transportant les tueurs — tous étrangers à la localité d'Achères, sauf l'un d'eux — distribuent aux quatre vents des milliers de tracts. Ils sont d'autant plus généreux que ce sont les contribuables qui les ont payés. En même temps, ils recouvrent les NON des partis avec le OUI de M. Jamot, le député U.N.R. du coin. Puis ils déchirent les affiches « Non à Napoléon IV » — longues de 6 mètres — posées pendant la campagne électorale par nos camarades du P.S.U.

Enfin, vers 6 heures, le délégué de liste numéro 1 de l'U.N.R. à Achères, le nommé Cavro, bien connu pour ses « activités » spéciales, passe en auto devant la mairie, tire une rafale de

mitrailleuse en direction des camarades qui sont là, et continue en direction de chez Simca. Immédiatement, le Comité antifasciste alerte la population au moyen de la sirène des pompiers. En quelques minutes, deux cents antifascistes sont là. La police, prévenue, arrive peu après, retrouve les douilles de 9 mm utilisées par les tueurs de l'U.N.R., et commence son enquête qui aboutit vers 9 heures à l'arrestation de Cavro et de ses complices.

Voilà ceux qui parlaient au nom de syndicat « indépendant !!! », et du grand parti pur et dur. C'est un soulagement dans notre région de penser qu'enfin, grâce à l'action populaire, les nerfs sont hors d'état de nuire.

On espère que les vérifications d'identité ont été utiles et ont permis de retrouver des individus recherchés depuis longtemps. En tout cas, l'U.N.R. a bonne mine après cela ! La Démocratie directe à la mitrailleuse ! La population a jugé, d'ailleurs : 57 p. 100 des électeurs d'Achères ont voté NON (1.417 contre 1.093 OUI) et nous nous en réjouissons. Pour sa part, le P.S.U. est fier d'avoir aidé à neutraliser ce genre de démocrates.

NECROLOGIE

Nous avons eu le regret d'apprendre le décès de notre camarade Lucie Simonin, décédée après une longue maladie à l'hôpital Broussais.

Militante de longue date, Lucie Simonin avait adhéré au P.S.A., puis au P.S.U. Elle donnait également son concours à de nombreuses organisations, notamment le Comité d'action laïque.

Les obsèques ont eu lieu mardi 30 octobre, à 14 heures, en présence d'Edouard Depreux.

Camarade, 38 ans, journaliste, nombreuses références presse écrite et parlée, cherche travail de façon urgente. Ecrire au journal.

TRIBUNE SOCIALISTE offre à ses lecteurs à des conditions exceptionnelles ces 2 splendides volumes de VICTOR HUGO ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES et ROMANS COMPLÈTS



L'ENTHOUSIASME DE LA PRESSE
Magnifique volume (COMBAT) ...
la dernière merveille (L'EXPRESS)...
inépuisable recueil (FIGARO)... l'événement littéraire de l'année (ARTS)...
un admirable livre qui fait honneur à l'édition française (L'INFORMATION)...
"un des livres les plus saisissants de l'année... la Grande Encyclopédie du lyrisme français. CLAUDE ROY (LIBÉRATION)... une extraordinaire édition (JOURS DE FRANCE)..."

L'œuvre de Victor Hugo domine tout un siècle, toute l'histoire littéraire française et par son rayonnement politique, l'Histoire tout court.

Et d'abord, son œuvre poétique, unique par son ampleur — 153.873 vers — et par sa prodigieuse variété qui en font un monument unique de notre littérature, mais qui était jusqu'ici dispersée dans de nombreux recueils dont certains étaient devenus introuvables. Ce sera la gloire de l'édition française d'avoir réussi à la réunir en un seul magnifique volume qui en remplace vingt, en l'enrichissant d'une bibliographie, d'une chronologie illustrée de V. Hugo (40 pages), d'une table des Incipit (22 pages) et d'une table des Matières de 34 pages.

Ce volume : 13 millions de caractères, 1.800 pages format 21 x 27, d'une typographie aérée, sur beau papier, reliure pleine toile, tranche supérieure dorée à l'or fin, a été salué à la Foire du Livre à Francfort comme le chef-d'œuvre de l'édition européenne. Instrument de travail pour certains, livre de chevet pour beaucoup, ce sera l'ornement de la bibliothèque de tous.

Hâtez-vous donc de profiter — car le tirage est en voie d'épuisement — des conditions exceptionnelles dont nous pouvons faire encore bénéficier nos lecteurs s'ils adressent immédiatement à notre Service Littéraire (à la Librairie-Pilote, 30, rue de Grenelle, Paris) le bon de commande ci-dessous. Ils recevront immédiatement, franco à domicile, les Œuvres poétiques complètes de Victor Hugo sans rien avoir à payer d'avance. Ils pourront également, s'ils le désirent, souscrire, dès maintenant, au second volume actuellement sous presse et présenté avec le même luxe : LES ROMANS

COMPLÈTS DE VICTOR HUGO, à paraître en décembre.

Ce volume comprendra non seulement tous les romans de Victor Hugo dans leur texte intégral, mais en outre certaines ébauches inédites ou introuvables (par exemple *Les Misérables*, première version des « Misérables »), de nombreuses illustrations dessinées par Victor Hugo lui-même, etc.

Malgré les hausses, ce volume sera offert à nos lecteurs au même prix que les Œuvres Poétiques, mais en outre, ils pourront bénéficier d'une réduction de 10 % dans les conditions stipulées ci-contre et en remplissant la deuxième partie du bon ci-dessous. Mais qu'ils se hâtent car la souscription sera close très prochainement !

PRIX SPÉCIAL de chaque ouvrage

pour les lectures de « Tribune Socialiste » (France métropolitaine)

13,50 NF par mois (en 10 versements) ou 120 NF comptant (en 1 ou 3 versements)
PRIX de souscription immédiate pour LES ROMANS COMPLÈTS (à paraître en décembre), réduction exceptionnelle de 10 %, soit 9 versements de 13,50 NF au lieu de 10, le premier à la souscription, les 8 autres mensuellement après la livraison du volume ou 108 NF comptant (13,50 NF à la souscription, le solde, soit 94,50 NF, après la livraison, en 1 ou 3 versements).

BON à adresser à la Librairie-Pilote (Service littéraire de « Tribune Socialiste »), 30, rue de Grenelle, Paris-7^e. (Si vous ne désirez commander qu'un des deux volumes, biffer le paragraphe qui concerne l'autre.)

1. — Veuillez m'adresser les Œuvres poétiques complètes de Victor Hugo que je réglerai en 1 3 10 versements.
2. — Je souscris aux Romans Complètes de Victor Hugo. Veuillez trouver ci-inclus, libellé au nom de Librairie-Pilote, un chèque bancaire ou un mandat de 13,50 NF. Ce versement me donnant droit à une réduction de 10 %, je réglerai le solde après livraison en 1 3 8 versements.

Nom Profession

Adresse

N° C.C.P. ou bancaire :

Signature :

de Michel CACOYANNIS

DEUX BONS WESTERNS

CES temps-ci sont sortis à Paris deux westerns assez inégaux, l'un signé John Ford, vieux maître du western et du cinéma américain, l'autre signé d'un nom jusque-là inconnu, Sam Peckinpah.

L'homme qui tua Liberty Valance est un film débordant de ces bonnes intentions souriantes qui sont le propre de John Ford. Dans un village de l'Ouest arrive un jeune avocat ; le village vit sous la terreur d'un bandit, Liberty Valance ; seul lui tient tête un cow-boy aussi habile à tirer que le bandit. Le shérif est un pleutre et laisse faire. L'avocat — typique pied-tendre, produit de la civilisation urbaine — se trouve affronté au bandit, qu'il veut combattre avec la loi — tandis que tous lui expliquent qu'il n'a aucune chance, qu'ici chacun fait respecter ses intérêts à coups de poing ou de pistolet. Au cours d'une rencontre dans la grande rue de la ville, Liberty Valance et l'avocat échangent des coups de feu : Valance est tué. L'avocat devient le héros du pays ; il fait une carrière politique ; finalement on le voit sénateur. Il est toujours l'« homme qui a tué Liberty Valance ». Mais il sait que c'est faux ; le bandit a été tué par le cow-boy caché, lors du duel ; ce dernier s'est dévoué, n'a rien dit, a laissé la femme qu'il aimait partir avec l'avocat.

L'histoire, assez simplette, vaut surtout par une remarquable galerie d'acteurs, tous spécialisés dans le western, et qui défilent avec humour et pittoresque. Le shérif couard, le journaliste saoul, le médecin — saoul, lui aussi — et aussi, naturellement, les personnages principaux, remarquablement joués par Le Marvyn, John Wayne et James Stewart, empêchent de critiquer, de se rebeller — il faut se laisser prendre à ce conte de l'Ouest et à ses grands sentiments.

Coups de feu dans la sierra met en scène deux vieux cow-boys, dans un Ovest qui commence à se moderniser lentement ; Randolph Scott et Joel Mac Crea campent avec humour ces presque survivants. Il s'agit d'aller chercher de l'or des chercheurs d'un camp isolé et de le ramener à la banque ; naturellement, l'un des deux associés essaye de filouter l'autre. Il y a aussi un jeune garçon qui cherche femme à l'occasion. Sam Peckinpah anime cette histoire avec une joyeuse truculence ; il aime le détail baroque — l'irruption d'un chameau dans la ville de l'Ouest — ou gaillard — la communauté d'épouses réalisées par les chercheurs d'or. Il règle des bagarres qui, malgré l'âge de certains protagonistes, sont de belle venue ; enfin, le camp des chercheurs d'or, avec le mariage célébré par le juge éthylique dans le saloon-maison close du lieu, est digne de passer dans une anthologie du western.

Marcel Ranchal.

Théâtre

"O temps vertueux"

APRES « La Remise », qui sera de nouveau représentée en mars 1963, à Villeurbanne dans une nouvelle version, Roger Planchon jouera « O M'man Chicago », une comédie-ballet dont l'action se situe dans le Chicago des années 1920-1933. En 1920, le 18^e amendement fut voté, interdisant la vente de l'alcool aux U.S.A. Les ligues de vertu et le sénateur Volstead proposèrent au Sénat la prohibition de l'alcool : ils allaient ainsi donner des ailes au gangstérisme.

Par la suite, les principaux criminels furent condamnés non pour leurs crimes mais parce qu'ils n'avaient pas payé leurs impôts... Cet acharnement de la légalité à récupérer l'argent gagné illégalement indigna les tueurs !

« Chicago, c'est l'endroit où les taureaux et les renards vivent fort bien et où les agneaux finissent pendus à un croc » (Nelson Algren).

Avant la capitale et peut-être l'étranger, cette comédie-ballet sera créée en première mondiale à Lyon-Villeurbanne à la fin de l'hiver.

Outre « La Villégiature », d'après Goldoni (le Molière italien), la troupe du Théâtre de la Cité présentera un « Tartuffe » inédit.



PLUS ou moins, nous savons tous vaguement qu'Electre c'est un drame antique, une pièce grecque ; en cherchant un peu, nous nous souviendrons aussi que, comme la plupart des pièces grecques parvenues jusqu'à nous, Electre fut souvent adaptée. Deux adaptations modernes sont même assez célèbres : Les Mouches, de Jean-Paul Sartre, et l'Electre de Jean Giraudoux, que bien des gens considèrent comme le chef-d'œuvre de cet auteur.

L'histoire d'Electre a tenté aussi les cinéastes ; Dudley Nichols, voici une dizaine d'années, remplaça cette sombre tragédie dans le Sud américain, utilisant avec talent les colonnades de l'architecture sudiste pour évoquer la Grèce antique ; son film, Le Deuil sied à Electre, est encore parfois projeté. Mais ces précédents n'enlèvent rien à la réussite du Grec Michel Cacoyannis, dont le film qui sort actuellement est l'une des meilleures productions.

Rappelons brièvement la trame de la tragédie : au retour de la guerre de Troie, le roi d'Argos, Agamemnon, est assassiné par sa femme et l'amant de celle-ci. Le fils d'Agamemnon et de la meurtrière, Clytemnestre, s'est sauvé à l'étranger ; leur fille, Electre, demeure à Argos, mais doit subir les brimades et vexations de Clytemnestre et de son complice Egisthe, qui a usurpé le trône. Un jour, le frère d'Electre, Oreste, revient ; poussé par sa sœur, il tue Clytemnestre et Egisthe. Ainsi les enfants ont vengé leur père, mais le crime de matricide qu'ils ont commis les poursuivra.

Le ressort de la tragédie antique était la fatalité du destin, qui pousse Oreste à venger son père, mais qui le condamne après pour cette même vengeance ; les dramaturges modernes ont mis l'accent sur la notion de responsabilité, sur la nécessité d'assumer ses actes avec leurs conséquences ; parfois, aussi, sur le caractère collectif du drame — Egisthe étant un tyran usurpateur, Oreste venant en libérateur. C'est cette optique qu'a gardée Cacoyannis : lorsque le drame est consommé, Oreste et Electre partent, chacun de son côté, seuls et calmes. Les furies vengeresses de la tragédie antique ne les poursuivent pas. Pourtant le caractère fatal et grandiose du drame antique n'est nullement oublié : c'est surtout sur le plan plastique, jouant des paysages grecs, des murailles nues, des costumes sobres et presque intemporels, que Cacoyannis a restitué le caractère presque liturgique de la tragédie. Il n'a pas hésité à utiliser un chœur, composé de personnages secondaires, qui ponctue parfois l'action par des chants graves ou plaintifs ; il a su faire vivre ses personnages, aidé surtout par le très grand talent d'Irène Pappas, et restituer au cinéma une dimension tragique, détachée du réalisme comme du théâtre filmé ; dans ce genre difficile, les précédentes réussites s'appelaient Macbeth ou Othello, films qu'Orson Welles réalisa d'après Shakespeare.

Le génie, la culture grecs, ce n'est pas seulement, nous rappelle ici Cacoyannis, le calme et l'harmonie ; c'est aussi l'appel à des forces mystérieuses, le bruit et la fureur. Il est bon que le très beau film de Michel Cacoyannis nous le rappelle.

M. R.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin — ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 31 Octobre au 6 Novembre

A TRAVERS LE MIROIR
(V. O.)

STUDIO 43

43, Fg Montmartré
PROvence 63-40

Semaine du 31 Octobre au 6 Novembre

Présente un film hongrois inédit

LE PROFESSEUR HANNIBAL

de Zoltan FABRI

Un film inique et cruel sur la

liberté de pensée.

Permanent tous les jours de 14 à 24 h.

Livres

L'ŒUF
DE WYSMA

de Louis de Villefosse



ITINÉRAIRE spirituel d'un homme épris de vérité, dans un monde où la vérité n'existe pas à l'état pur, tel est le livre de Louis de Villefosse (1). Issu d'une bourgeoisie où les vertus militaires étaient à l'honneur, de Villefosse, au fil des événements, s'infléchit vers la gauche. Rappelant son enfance, il écrit : « Rien ne me prédestinait, apparemment, à entonner l'« Internationale », quarante ans plus tard, sur des estrades pavées de faucilles, de marteaux, de drapeaux rouges. »

Plus loin, parlant de sa carrière d'officier de marine, il ajoute : « On m'eût beaucoup surpris... en m'annonçant qu'en 1951, moi capitaine de vaisseau en retraite, à l'appel d'un avocat communiste, je déposerais en faveur d'un officier-marinier rebelle, et qu'à cette occasion l'ancien marin de Sébastopol, André Marty, m'assurerait de l'affection de la classe ouvrière »...

Peu à peu, il se dégage de l'influence de ce milieu militaire, dont les lectures sont « l'Action Française » et les slogans « Plutôt Hitler que Blum ». Le tournant de sa vie semble s'être produit en ce jour de mai 41, lorsqu'il quitta l'escadre de Mers-el-Kébir, pour rejoindre Londres. A cette occasion l'auteur nous fait revivre les intrigues londoniennes entre de Gaulle et l'amiral Muselier.

Après la Libération, son poste de représentant français à la Commission Alliée à Rome nous vaut une savoureuse évocation des intrigues romaines. Revenu à Paris, il est nommé au Comité d'action scientifique de la Défense nationale, où il centralise les documents relatifs aux armes et méthodes de guerre scientifique : « Une horreur insoutenable allait pour moi se dégager de ce genre d'études. » Il demande alors sa mise à la retraite.

Toutes ces expériences le préparent à prendre rang près des communistes pour militer pour la Paix. Il est alors pris dans l'implacable machinerie politique pour laquelle n'existe que l'efficacité immédiate. Avec enthousiasme, Louis de Villefosse se lance dans sa nouvelle vie de militant, participe à la Bataille du Livre, bien qu'il s'étonne parfois de se

voir, lui, capitaine de vaisseau, déballer des livres dans un bourg perdu, et derrière son tréteau de foire, battre la semelle entre un marchand de chaussettes et un remouleur, dans l'attente du client.

Au procès Henri Martin il s'engage totalement. A partir de là, il devient la personnalité de tous les meetings, l'homme qu'on promène dans les démonstrations populaires, puis, consécration suprême, en U.R.S.S. Cela nous vaut une série de récits piquants et de portraits au vitriol : Elsa Triolet minaudant : « Je ne sais pas pourquoi on me dit communiste, je ne suis même pas inscrite au Parti... » Portrait d'un Aragon pontifiant... Louis de Villefosse est plus habitué à juger les hommes que les événements historiques.

La déception s'infiltré peu à peu, et après la révolte de Budapest, il rompt avec le P.C. Le dernier chapitre du livre est le plus contestable. Son titre « On ne vous croit plus » en marque les limites. En effet, peut-on fonder une prise de position politique sur une croyance, laquelle s'effondre lorsque l'acte de foi est contesté. Le choix politique se résume-t-il en un dilemme : croire Koestler ou croire Aragon ?

Les réactions épidermiques de Villefosse sont semblables à celles des maris trop confiants qui, après la révélation de leurs infortunes, ne voient plus que chienne et perfidie. Après le Paradis, Louis de Villefosse ne croit plus qu'à l'Enfer. Mais, comme toute « foi », la nouvelle prise de position de Villefosse entraîne des erreurs, notamment dans l'appréciation de la révolte hongroise.

Déçu par la caste des officiers, déçu par les prélats de Rome, déçu par les communistes, Louis de Villefosse est un « juste » outré que le monde ne lui offre aucun paradis pour sa pureté. Cela marque la portée, mais aussi les limites de ce livre attachant qui plaira à ceux qui s'intéressent à la petite histoire ainsi qu'aux démêlés d'une conscience avec l'histoire de notre temps.

O. Hahn

(1) Préface de Jean Cassou, « Dossiers des Lettres Nouvelles », Juliard.



Voici une carte de Cuba montrant l'emplacement des bases soviétiques, ainsi que la base américaine.

A nous de défendre CUBA

LES événements dramatiques qui se sont produits la semaine dernière dans la mer des Antilles modifient un peu la situation du monde et beaucoup la situation de Cuba. Ils l'améliorent et l'aggravent à la fois. Cuba n'est plus en danger d'une certaine manière, mais il l'est davantage d'une manière différente. Je m'explique.

Y a-t-il à Cuba des bases soviétiques de fusées à portée intermédiaire, 1.500 à 3.000 km, pouvant balayer toute la surface des Etats-Unis ? Les Américains l'affirment, leurs photographies d'avions semblent le confirmer. Mais plus que ces « preuves », toujours sujettes à caution, surtout quand il s'agit de services américains qui savent depuis longtemps intoxiquer leur propre gouvernement — c'est l'attitude de Khrouchtchev qui paraît démontrer que ces accusations étaient fondées. S'il n'y avait eu à Cuba que des chasseurs, quelques bombardiers, des engins de défense « terre-air » et des fusées à courte portée capables de détruire seulement une flotte d'invasion — alors Khrouchtchev aurait eu beau jeu d'imposer une inspection immédiate de l'O.N.U. et de prendre alors les Américains en flagrant délit de provocation. S'il ne l'a pas fait, c'est très probablement qu'il ne le pouvait pas...

Ces bases constituaient-elles un « vrai danger » pour les Etats-Unis ? Cela dépend de ce que l'on définit ainsi. Ce qui est clair, comme le souligne le journaliste américain Stone, c'est « qu'aucun degré d'armement ne peut permettre à un peuple de six millions cinq cent mille habitants de prendre l'offensive contre une nation de cent quatre-vingts millions, surtout quand celle-ci possède le plus grand arsenal de destruction de l'histoire humaine. En ce sens, toutes les armes de Cuba ne peuvent être que défensives ». Mais d'un autre côté, il faut tenir compte de l'extrême nervosité des Américains concernant Cuba, de la propagande anticubaine qui sévit depuis des années, de la peur maladive de tout ce qui touche le communisme ou l'Union soviétique, de l'atmosphère électorale aux Etats-Unis cette année, de la nécessité pour Kennedy de transiger avec l'extrême droite et les militaires, puisqu'il n'a jamais osé et n'osera probablement jamais les affronter réellement, surtout dans le domaine de la politique extérieure.

D'autre part, n'oublions pas que Kennedy est un joueur ; il avait appris que les bases soviétiques commencées étaient loin d'être terminées ; averti par ses services qui n'auraient pas manqué de le faire accuser de défaitisme par la droite s'il n'agissait pas, il pensait que dans cette région du monde, les Russes n'iraient pas jusqu'au bout, et en particulier, n'avaient ni la force sous-marine suffisante pour percer le blocus sans l'emploi d'armes atomiques, ni le désir de prendre l'initiative d'une riposte nucléaire aux coups de canons éventuels de ses navires de guerre. Sur ce plan, il a donc joué, prenant un énorme risque, mettant en danger le monde entier, et le sachant. Car personne ne sait mieux que Washington que Khrouchtchev est tenu en suspicion non seulement par le vieux clan stalinien mais aussi par les militaires les plus modernes. On lui reproche non seulement son libéralisme intérieur mais surtout une politique extérieure qui ne tient pas suffisamment compte, pensent ces éléments, de la puissance russe. Khrouchtchev pouvait-il reculer ? Kennedy a parié que oui, et a gagné.

Il faut maintenant se demander pourquoi, connaissant la susceptibilité des Américains, le tempérament risque-tout de Kennedy, l'incapacité soviétique à mener près des côtes américaines une guerre navale classique, et l'impossibilité d'utiliser des armes nucléaires sans faire sauter la planète, Khrouchtchev a pris le risque d'installer les I.R.B.M. à Cuba ? Nous ne connaissons peut-être jamais la réponse exacte. Mais on peut faire quelques suppositions. D'abord, il est hors de doute que Cuba était vraiment menacé et depuis longtemps. Bien avant la découverte des nouvelles bases russes, il ne se passait pas de jour sans que des discours au Congrès américain ou des articles dans des journaux sérieux demandent la destruction de la « citadelle communiste ». Dans le journal soi-disant libéral « New York Post », le journaliste Sevarid a souligné la nécessité de détruire par tous les moyens (sauf une « grande » invasion) un régime qui risque de contaminer toute l'Amérique du Sud. Le reste de la presse est pire. Un jour ou l'autre, devrait penser Castro et Khrouchtchev, quelque chose se produira : il faut agir avant !

Khrouchtchev a-t-il alors provoqué sciemment une crise avec l'intention délibérée de la conclure par un recul stratégique amenant une détente et empêchant pour longtemps les Etats-Unis d'agir de nouveau de manière offensive ? Certains journalistes américains, comme Stone, l'insinuent, soulignant par exemple la « bizarre absence de travaux de camouflage ». Mais ce serait là prêter à M. K. bien du machiavélisme ; ces explications plaisent après coup aux historiens, mais la réalité est généralement plus simple. Plus probablement, Khrouchtchev a cru possible de tenir ses engagements, de donner à Cuba les moyens de se défendre et en même temps de faire une grande opération politique. Si les bases à I.R.B.M. avaient été terminées un peu plus vite, le problème de l'arrêt des navires soviétiques ne se serait plus posé et les Etats-Unis auraient dû, ou accepter le statu quo, ou procéder à l'échange « bases pour bases », Cuba contre Turquie, par exemple, ce qui n'aurait mis en péril ni la liberté de Cuba ni celle de la Turquie, mais aurait été fort avantageux pour Khrouchtchev...

Quoi qu'il en soit, l'échec, volontaire ou involontaire, de l'opération khrouchtchévienne n'est pas un échec absolu. Il est vrai que Cuba n'aura plus de quoi répondre à une attaque américaine. Il est vrai que le recul soviétique peut inciter le parti de la guerre américain à faire de plus en plus pression sur Kennedy. Il est vrai que celui-ci peut de nouveau se croire autorisé à prendre, ailleurs, de gros risques. Mais il est vrai aussi que Khrouchtchev a mis de son côté le tiers monde et l'opinion publique moyenne du monde entier. D'autre part, les Etats-Unis ont frisé la guerre totale et le savent. Si le parti de la guerre est renforcé, il y aura maintenant d'énormes pressions pour aboutir à un « règlement général » que, probablement, Kennedy désire. En tout cas, les Etats-Unis ne peuvent plus se permettre l'expédition contre Cuba qui aurait été possible il y a quelques semaines sans grande réaction du reste du monde ; les Antilles sont une zone ultra-sensible et le resteront pendant un certain temps. Enfin, à l'O.N.U., en Amérique du Sud et dans l'en-

semble du tiers monde, des forces vont agir pour la normalisation des rapports américano-cubains, car sans cette normalisation la tension reprendra nécessairement tôt ou tard et un autre enchaînement périlleux se produira — même sans bases russes.

Toute la question qui se pose c'est de savoir si ces forces vont être plus puissantes que celles des milieux réactionnaires américains, du Pentagone, des anciens propriétaires des industries et des fiefs agraires cubains qui vont se déchaîner maintenant, et, concluant que la crise a prouvé que Cuba était bien dans l'espace américain, demander l'aggravation des mesures économiques et la liquidation rapide du castrisme par tous les moyens sauf la guerre générale.

C'est dans cet équilibre de forces que la gauche européenne peut agir. Nous avons en effet plus de temps pour agir. Le problème est, pour un certain temps au moins, un problème économique ; il faut mettre fin au blocus de Cuba. Il faut d'abord exiger que la France n'y participe pas. Or, au scandale même de certains hauts fonctionnaires et de beaucoup d'industriels, la France est de tous les pays occidentaux celui qui a pris, depuis des mois, l'attitude la plus obéissante vis-à-vis des injonctions américaines cherchant à



(Agi.)

« Bas les pattes à Cuba... » Ces Anglais n'étaient pas d'accord avec la décision de Kennedy.

obtenir l'asphyxie de Cuba. Il faut d'autre part, en liaison avec les organisations ouvrières de toute l'Europe et les mouvements progressistes d'Afrique et d'Asie, mettre en place peu à peu un plan de boycott des produits américains, qui ne sera pas appliqué instantanément, mais qui pourra l'être si Kennedy ne change pas de politique vis-à-vis de Cuba. Ce n'est pas là une utopie. Le boycott britannique contre les produits d'Afrique du Sud n'a pas eu de grande valeur économique, mais il a eu une valeur psychologique éclatante, à la fois pour soutenir les Noirs et pour inquiéter les racistes sud-africains. Les Etats-Unis ne sont pas l'Afrique du Sud. Leur économie y est beaucoup plus sensible aux moindres fluctuations de l'exportation. Leur opinion publique y est infiniment plus démocratique et plus soucieuse de ce que pense l'étranger : l'arme du boycott sera en ce cas cent fois plus efficace.

Que Khrouchtchev ait eu raison ou tort d'agir comme il l'a fait, je ne sais. Ce qui est certain toutefois, c'est qu'il ne peut plus à lui seul défendre Cuba, et que l'intérêt de Cuba n'est pas d'être défendu par le seul Khrouchtchev. Il est possible que cette leçon ait été aussi comprise par Castro au cours de ces derniers jours. Ce sera, là aussi, un fait positif pour l'indépendance de la révolution cubaine et le développement de la révolution sud-américaine. Mais il n'y a qu'une force qui puisse compléter le soutien que Khrouchtchev peut encore donner et relayer celui qui n'est plus possible : c'est l'action du mouvement ouvrier du monde entier. La cause de Cuba est singulièrement bonne. L'intérêt de tous les hommes, même des Américains, est que Cuba devienne totalement libre. C'est un projet assez vaste pour tenter les démocrates de tous les pays.

Claude BOURDET.